

« Élever à la dignité d'hommes tous les individus de l'espèce humaine. » Lazare Carnot

Italie

Le projet de LaRouche au centre du débat



Lors de la conférence du 6 juin à Rome : (de g. à dr.), Giulio Tremonti, Alfonso Gianni, Andrew Spannaus (de Movisol, parti frère de S&P en Italie) et Lyndon LaRouche.

Invité à Rome, l'économiste américain Lyndon LaRouche a témoigné devant la commission de la Défense du Sénat. Il a également animé un forum public au côté du vice-Président de la Chambre des députés, Giulio Tremonti, et du sous-secrétaire d'Etat au Développement économique, Alfonso Gianni.

Liliana Gorini
Rome

« **J**e suis convaincu qu'il faut faire connaître les idées de LaRouche. Elles peuvent apparaître comme la vision d'un "fou", mais souvent ces derniers ont fait progresser l'histoire. » Voilà ce qu'a déclaré Giulio Tremonti, le vice-président de la Chambre des députés italienne et ancien ministre de l'Économie, lors d'un séminaire sur le thème « Radicalisme du marché ou New Deal », organisé par *l'Executive Intelligence Review* le 6 juin, à l'Hotel Nazionale de Rome, face au Parlement. Il exprimait ainsi le sentiment de la plupart des hommes politiques italiens que Lyndon LaRouche et sa femme, Helga Zepp-LaRouche, ont rencontrés au cours de leur visite du 5 au 7 juin.

« La profondeur des conceptions présentées dans la revue de LaRouche *[EIR]* m'a toujours impressionné », ajouta-t-il en

précisant que nous vivons une époque peu ordinaire où de profonds changements nous attendent. Pour cette table ronde enregistrée par *Radio Radicale* (<http://www.radioradicale.it/scheda/227529>) et le comité d'action politique de LaRouche (LPAC), M. Tremonti, qui est également vice-président de Forza Italia, était entouré d'Alfonso Gianni, sous-secrétaire au Développement économique et de Lyndon LaRouche.

Quant au sous-secrétaire Alfonso Gianni, il s'est déclaré d'accord avec LaRouche « lorsqu'il dit que c'est l'Etat -- et non les banques privées -- qui devrait financer les projets d'infrastructure, et que de nombreux problèmes de l'économie actuelle sont dus au fait que les puissances financières (fonds de pension, fonds spéculatifs) accaparent le pouvoir politique. Nos points de vue divergent peut-être sur la question de l'environnement, mais je suis tout à fait d'accord avec LaRouche sur la nécessité de réorganiser, de toute urgence, le système financier afin de promouvoir l'économie réelle plutôt que la spéculation. »

Pour un Italien, ce qui est surprenant dans ces deux déclarations, c'est qu'elles viennent d'hommes politiques de bords opposés qui, habituellement, ne cessent de se disputer sur des questions internes. Actuellement, l'Italie est déchirée par une crise économique très grave, source de conflits sociaux, comme ces manifestations syndicales qui se sont déroulées pendant toute la journée devant les fenêtres du Parlement et du Sénat.

➤ Suite page 7

**L'ÉDITORIAL DE JACQUES CHEMINADE**

De l'Atlantique à la mer de Chine

Le résultat du 10 juin, amplifié par le système électoral français, n'est pas un blanc-seing donné à Nicolas Sarkozy. C'est bien plutôt une sanction infligée à une opposition « de gauche » dépourvue de dessein et de projet politique à long terme. Les jeunes et l'électorat populaire se sont largement abstenus.

Nicolas Sarkozy va donc, en principe, contrôler tous les leviers de l'exécutif, du législatif, les médias, le système bancaire et les compagnies d'assurance. En instaurant un Conseil de sécurité intérieur, qui regroupera tous les services de sécurité, sous la direction du Secrétaire général à l'Élysée, Claude Guéant, il s'inspire du modèle de la Homeland Security américaine et met en place un « exécutif unitaire », suivant les conceptions des juristes américains disciples de Carl Schmidt entourant George Bush et Dick Cheney.

En outre, dans le domaine international, il met en place un Conseil national de sécurité, là aussi d'après le modèle américain, présidé par Jean-David Levitte, l'homme qui, depuis Washington et New-York, milita en coulisse pour que Jacques Chirac n'oppose pas le veto de la France à la guerre américaine contre l'Irak.

Il est évident que les moyens d'un Etat policier, complice des néo-conservateurs américains, se trouvent ainsi réunis. Là est le pouvoir, un pouvoir dévoyé.

Cependant, M. Sarkozy et son gouvernement ne sont forts que de la faiblesse d'une opposition suicidaire. M. Sarkozy lui-même a montré, lors de la conférence de presse qu'il a donnée au G8, après avoir rencontré Vladimir Poutine, tout son trouble face à un homme fort.

Répetons-le, le réel problème est la nature d'une opposition qui a perdu son âme.

Mon ambition est de contribuer à la refonder en l'arrachant à ses petits jeux d'ambitions personnelles et de soumissions déshonorantes, sans quoi elle dégènera bientôt dans une complicité idéologique avec le pouvoir, dans une mêlée confuse où social-libéralisme et libéralisme « social » engendreront demain de nouveaux monstres.

Mon ambition est de mettre la politique française là où elle doit se situer, retrouvant son sens de l'universel, à la hauteur des circonstances internationales.

Nous tiendrons à Berlin, en septembre, une conférence Est-Ouest et Nord-Sud, avec Lyndon LaRouche, visant à jeter un défi audacieux aux gouvernements européens. Au moment où Vladimir Poutine évoque l'exemple de Franklin Delano Roosevelt et défend un grand projet de coopération économique et militaire (tunnel sous le détroit de Béring, déploiement conjoint des armes anti-missiles américaines en Azerbaïdjan et éventuellement en Turquie), au moment où le scandale politique de BAE-Systems frappe de plein fouet l'oligarchie financière opposée à la paix, il est temps de nous ressaisir.

L'opposition française doit élever le débat, et nous nous battons pour qu'elle le fasse. Si Nicolas Sarkozy a été l'élu d'un conglomérat de forces financières internationales, il ne pourra être contenu puis battu que par une alliance d'Etats-nations souverains, pour un développement économique, social et politique mutuel, de l'Atlantique à la mer de Chine.

Poutine rejette tout retour à la Guerre froide

Les dirigeants russes rejettent, et pour cause, le plan visant à intégrer des pays européens dans le dispositif nucléaire américain. Au G-8, Poutine a pris de court les Occidentaux en avançant une contre-proposition.

Rachel Douglas
Washington

Vladimir Poutine a une nouvelle fois démontré ses talents de stratège lors du sommet du G8 à Heiligendamm, en Allemagne. Là, il a surpris tout le monde en proposant que la Russie et les Etats-Unis développent un projet anti-missiles commun à partir d'installations déjà existantes en Azerbaïdjan. C'est l'alternative qu'il propose à l'installation d'éléments du bouclier anti-missiles américain en Europe de l'Est, tout près des frontières russes, plans auxquels la Russie s'oppose farouchement (voir notre encadré).

Cette proposition constitue « l'événement de la décennie », selon le président de la commission des Affaires étrangères de la Douma, Konstantin Kosatchov, pour qui la réaction américaine déterminera le monde de demain. Le président russe a transformé la réunion du G8 en G2, écrivait le quotidien *Vrema Novoseïi*, en braquant l'attention

sur les relations américano-russes.

Suite à cette annonce surprise, le 7 juin, George Bush, qui s'était moqué la veille de la « surexcitation » de Moscou sur ce thème, a envoyé Stephen Hadley, son conseiller en sécurité nationale, dire à la presse que la proposition russe était « intéressante » et « positive ». Pourtant, Condoleezza Rice a précisé le 9 que les Etats-Unis poursuivraient sans modification la mise en oeuvre de leurs projets pour l'Europe de l'Est.

Selon des sources bien informées à Washington, l'administration Bush a été prise de court par la très forte réaction russe aux récentes provocations venant des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et de l'OTAN, dont la liste est longue : extension du système antimissile américain ABM en Pologne et en République tchèque (ostensiblement pour contrer des missiles iraniens ou nord-coréens), nouvelles bases de l'Alliance atlantique en Roumanie et en Bulgarie, soutien à l'indépendance du Kosovo, campagne anti-russe menée depuis Londres autour de la mort de l'ancien espion Alexander Litvinenko et, enfin, attisement de conflits dans les Etats baltes, en Ukraine, en Transnistrie, et dans deux régions géorgiennes, l'Abkhazie et l'Ossétie du sud.

Plus encore que les provocations en tant que telles, c'est l'ensemble de cette politique du gouvernement Bush-Cheney qui provoque la colère, ouvertement exprimée, des dirigeants russes.

➤ Suite page 6

DANS CE NUMÉRO

LÉGISLATIVES 2007	S & P EN CAMPAGNE	2
FRANCE	LE DARFOUR AU CŒUR DES TÉNÉBRES	3
LIBAN	MICHEL AOUN EN VISITE À PARIS	4
SOMMET DU G-8	UNE FARCE QUI NE FAIT PLUS RIRE	7
ETATS-UNIS	AFFAIRE PLAME : LIBBY CONDAMNÉ, CHENEY C'EST POUR QUAND ?	8

Le LYM bouscule Villeurbanne

Le 3 juin 2006 - Cette semaine, nous étions en quête d'une salle pour notre réunion à Villeurbanne, en banlieue lyonnaise, avec notre candidat Emmanuel Kapela. Deux semaines n'ayant pas suffi à la mairie pour nous la trouver, notre demande a été refusée. Que les raisons aient été politiques ou non, on ne le saura pas. A la guerre comme à la guerre, notre meeting se déroulerait donc en plein air !

Nous avons donc choisi le marché de GrandClément pour monter notre mise en scène. Un coin de trottoir rapidement bondé de monde, des ribambelles d'affiches au-dessus de la tribune home made du candidat, une table et les traditionnels panneaux « non à la France sarko-maso ». Malgré l'autorisation préfectorale, la police municipale a prétexté une réglementation villeurbannaise pour nous interdire micro et ampli. Kapela a donc donné de la voix !

Sur les lieux, tout le monde fut assez surpris, les militants UMP en tête : « C'est complètement illégal, ce qu'ils

font ». Les passants eux, semblaient plus ouverts, surtout en entendant Kapela faire son discours optimiste et plus qu'audacieux. Beaucoup nous avaient déjà vus auparavant mais cette fois-ci, notre présence plus que remarquée en a découragé plus d'un chez les concurrents. Protégés sous leur parasol « Chabert », les UMPistes ont préféré faire leur campagne entre eux ce jour-là.

Nous étions les premiers sur place à essayer de tirer du sommeil une masse humaine à peine réveillée. Puis, les tables et les panneaux se sont multipliés chez les autres partis. Heureusement nous avions encore un tour d'avance. Nous sommes restés les plus visibles et les autres candidats, après nous avoir salués (même M. Chabert, plus affable que ses collègues), n'ont pas insisté très longtemps près de notre stand. Peu

avant leur départ, un militant PS nous a avoué : « C'est très beau votre stand, vous êtes très visibles. C'est ça qu'on devrait changer dans notre campagne. Nous, on fait pas assez de choses ». A 11h, nous étions seuls maîtres à bord.

La tribune, un bon outil d'intervention, a servi occasionnellement pour les prises de parole de Kapela ou le poème satirique de Clément (qu'il a récité trois fois) : « Avec Kapela, on se jette à l'eau ! », qui dure quelques minutes. Une passante est restée



A Villeurbanne, un stand d'information de notre candidat, Emmanuel Kapela (en médaillon).

complètement captivée, une directrice d'école, très admirative de ce qu'on faisait.

Dans l'après-midi, nous étions invités à une réunion de l'association ABC (Association pour Bâtir le Congo), dont M. Kapela est vice-président. L'association s'occupe de coordonner le travail humanitaire entre la France et le Congo et de promouvoir la culture congolaise pour les générations nées ici, en France. Les membres ont accepté avec enthousiasme de nous aider pendant la dernière semaine

de campagne, en diffusant des tracts et en s'assurant que leur entourage soit bien sensibilisé sur l'importance des enjeux qu'Emmanuel Kapela souhaite mettre sur la table, une fois député.

Villeurbannaises, Villeurbannais ! Samedi à minuit, notre campagne officielle doit être terminée et la balle sera dans votre camp. Nous comptons sur votre confiance et votre détermination pour remuer franchement les députés somnolents de l'Assemblée nationale. Les problèmes de fond doivent être soulevés en urgence au niveau national. D'ici là, nous continuons la bataille politique avec votre éventuel soutien, quel qu'il soit...

Cyprien Godinot

S & P en campagne législative



Constat de Laurent Simon : les ruraux s'intéressent beaucoup à la politique

Au sortir de la campagne présidentielle, l'objectif lancé par Jacques Cheminade est de créer un lien entre les couches populaires des banlieues urbaines et celles des zones rurales. Nos candidatures aux législatives s'inscrivent dans cette optique, particulièrement en Lorraine, où nous combinons la candidature de Gérard Chenu dans la banlieue est de Nancy et celle de Laurent Simon dans la région limitrophe très rurale qui s'étend de Delme à Phalsbourg, avec Sarrebourg comme seule ville de plus de 10 000 habitants.

Après un mois à arpenter le territoire séparant Nancy de Phalsbourg, la dernière ligne droite de la campagne législative s'ouvre en boulevard pour notre bataille. Dans la 4^e circonscription de Moselle, qui se veut bien « à droite », il n'y a pas grand obstacle à la réélection d'Alain Marty (UMP), si ce n'est la tentative de Dany Kocher (MoDem), peu apprécié par la population, tourneur de veste réputé qu'il est. Côté socialistes, Olivia Chaponet a le courage d'avoir accepté d'être parachutée ici seule, presque comme dans une tranchée d'où elle a peu de chance de sortir ne serait-ce que la tête. La rencontrant à une terrasse de bar à Phalsbourg avec son entourage, nous leur avons donné le tract de Jacques Cheminade « Socialistes, réveillez-vous ! », mais ils ont coupé court à la discussion, visiblement très préoccupés de notre présence dans cette circonscription ; réaction révélatrice du PS ici, fermé sur lui-même et sans aucun projet alternatif concret après les élections présidentielles.

Dans ce contexte, notre offensive fait beaucoup parler d'elle, malgré la relative modestie des forces que nous sommes en mesure de déployer.

De Saint-Max à Vandoeuvre (2^e circonscription de Meurthe-et-

Moselle), Gérard Chenu n'est pas un inconnu... en tant que médecin. C'est pourquoi quelques curieux sont venus voir l'homme politique aux deux réunions organisées à Jarville et Saint-Max les 26 et 29 mai, en plus des gens invités lors des journées de porte-à-porte et par le bouche-à-oreille. Gérard explique à son audience que la raison pour laquelle il est candidat avec *Solidarité & Progrès*, c'est parce que

Lorraine : un boulevard entre banlieue et campagne

ce mouvement est le seul à donner une vision cohérente des causes de la plupart des problèmes rencontrés au quotidien, qui détériorent peu à peu les conditions de vie depuis vingt ans, faute d'être attaqués dans leur ensemble.

Parmi eux, les commerçants détruits par les grandes surfaces ; un TGV-Est payé par la région, qui emmène des cadres à Paris, tout en coupant des connexions locales et rallongeant le temps de parcours de toute une série de destinations ; quasiment toutes les cliniques de Nancy rachetées par des fonds d'investissement, que Gérard appelle des « fonds de désinvestissement », sabrant la politique de santé pour tous au profit de gains financiers rapides...

Malgré l'ampleur du projet, beaucoup comprennent la nécessité d'un nouveau système financier international tel que nous le proposons, car, comme le dit la tenancière du seul

restaurant-tabac ouvert un jour férié dans la région de Dieuze, « Il n'y a que l'industrie qui amène l'emploi ! ».

Porte-à-porte, sorties d'école, visites aux commerçants, polémiques improvisées dans les cafés, au contact direct de la population, en ville comme en campagne où les gens sont très contents qu'on vienne les voir. Ayant saturé le terrain, il est très fréquent de rentrer dans un bar pour surprendre une discussion animée à propos de notre affiche, osée, vulgaire, qui tranche, ne laisse pas indifférent, que certains arrachent, d'autres se l'arrachent en donnant jusqu'à 20€, ou la collant sur leur voiture, nous laissant leurs coordonnées pour être recontactés.

Certains se sont jetés sur la profession de foi aussitôt reçue et nous demandent plus d'explications dès qu'ils nous voient. Dans les villages, dès que la voiture de campagne s'arrête et que l'on croise des riverains dans la rue, d'autres à leur fenêtre

nous demandent de ne pas oublier de venir les voir. Contrairement aux idées reçues, les ruraux discutent beaucoup de politique et se sentent personnellement concernés.

Force est de constater qu'une partie importante de la population est en attente de politiques nouvelles, porteuses d'espoir, et d'un projet cohérent à grande échelle, qu'aucun parti institutionnel n'incarne. C'est une aspiration partagée qui nous appelle à l'action et au vote. Et quand je dis « nous », je comprends évidemment nos lecteurs...

Julien Lemaître

Nantes : «Socialistes, réveillez-vous !»

Le 4 juin, au Zénith de Nantes, le LYM s'est rendu au chevet du PS pour aller chercher ces forces qui y seraient encore vives, après leurs deux campagnes placées sous la bannière du « choix de la défaite ». L'en-tête des 1000 tracts distribués était sans équivoque : « Socialistes, réveillez-vous ! ». Linjonction a provoqué des rires de soulagement chez une partie des 2500 spectateurs, et l'un d'entre eux confiait qu'il avait « mal au cœur » de diffuser les tracts de la campagne PS, tellement son parti provoque sa propre défaite. Nous lui avons suggéré de distribuer celui qu'on lui avait mis dans les mains ! Nombreux sont ceux qui s'esclaffaient « Ah ! Cheminade ! Vous êtes encore là ! On vous voit partout. » Parmi eux, certains s'en désolaient, mais d'autres s'en réjouissaient.

Les réactions les plus vives sont venues des militants les plus fraîchement acquis à la cause du PS, les ségolénistes, qui ne reçoivent aucune réponse à leurs espoirs de la part des dirigeants socialistes. Et leur désarroi



A Rennes, Sébastien Drochon, du LYM, est candidat pour S&P.

était encore plus palpable à la sortie. Car à l'intérieur, Jean-Marc Ayrault a eu beau fustiger « l'oligarchie financière », la musique assourdissante n'a pas suffi à masquer le manque d'enthousiasme d'une salle vide au tiers. Une vingtaine de personnes nous ont laissé leurs coordonnées, surtout intriguées par l'affiche « Mettons l'Eurasie en chantier » et le projet qu'ils nous voient développer au fur et à mesure de nos interventions parmi eux et qui, au vu de la situation aalis-

tes, réveillez-vous ! » (<http://www.solidarictuelle.org>, leur paraît de moins en moins farfelu. Ceux-là commencent à se demander s'il n'y a pas un monde en dehors de l'échiquier politique français et le réveil est parfois brutal lorsque Jacques Cheminade les provoque à s'élever à la hauteur de la crise internationale actuelle.

Revivez l'expérience, lisez le tract « *Sociteetprogres.org/spip/IMG/pdf/T280507.pdf* »

Bertrand Buisson

Nouvelle
Solidarité

Bimensuel de la France républicaine
www.solidariteetprogres.org
postmaster@solidariteetprogres.org

PARIS

Solidarité & Progrès
12, rue Fernand Pelloutier 92110 Clichy
Tél. : 01 76 69 14 50
Fax : 01 47 39 05 80

RHÔNE-ALPES

Solidarité & Progrès
B.P. 1049 - 69201 Lyon Cedex 01
Tél. : 06 20 88 97 32
solidariteetprogres.ra@free.fr

BRETAGNE

M.B.E. 163 39 bd de la Liberté -
35000 Rennes
Tél. : 06 26 84 23 91 / 06 18 36 48 95
solidariteetprogres35@hotmail.com

CANADA

Comité pour la République du Canada
Caucus Distributeurs Inc.
B.P. : 3011 Succ. Youville, Montréal,
QC. H2P-2Y8 CANADA
Tél. : 514 855 1699/1739
Fax : 514 855 0890
ecrivez@comiterepubliquecanada.ca
<http://comiterepubliquecanada.ca>

Dir. de publication : Karel Vereycken
Rédacteur en chef : Christine Bierre
Publié par Solidarité et Progrès
12, rue Fernand Pelloutier 92110 Clichy
Dépôt légal à parution
Commission paritaire N° 0308 P 1122
ISSN 0339-5936
Diffusion électronique

Sarkozy a tout pour Blair aux Etats-Unis

Christine Bierre
Paris

Malgré certains éléments de continuité dans la politique de Nicolas Sarkozy, les premiers pas de sa présidence vont nettement dans le sens d'un rapprochement avec la politique américaine.

Dans le domaine de la sécurité, il y a d'abord eu l'annonce d'une réorganisation des forces de police qui ressemble à s'y méprendre au Homeland Security Department (Département de la Sécurité intérieure) créé par Bush pour combattre le terrorisme, la délinquance et les problèmes de subversion après le 11 septembre. Renseignements généraux, Direction de la surveillance du territoire (DST, contre-espionnage), Sous-direction de l'anti-terrorisme (SDAT, police judiciaire) et ultérieurement DGSE

(Direction générale de la sécurité extérieure), seront regroupés dans un seul bâtiment, à Levallois, sous le nom de Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI). Sous la férule de Sarkozy, c'est Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, qui pilote cette restructuration dont la direction devrait revenir à Bernard Squarini, dit « le Squale », autre proche de Sarkozy. Un Conseil national de sécurité qui reste à créer pourrait chapeauter cette structure.

IRAN/IRAK : SARKOZY AU SECOURS DE CHENEY

Deux autres événements sont venus confirmer ces nouvelles orientations en politique étrangère. *Le Canard Enchaîné* du 6 juin lève le voile sur un rapprochement stratégique très inquiétant entre la France

et l'administration Bush. Citant un responsable américain de haut rang, le journal affirme que certains faucons veulent « internationaliser la gestion de la crise irakienne » via l'ONU et voudraient appeler au secours la France, l'UE, le Japon, ainsi que quelques États arabes sunnites terrifiés par l'Irak chiite.

« Bush sait que le trio Sarkozy/Kouchner/Levitte (ancien ambassadeur à Washington et superviseur de la politique étrangère à l'Élysée) va se comporter en excellent allié. Aucune contestation en vue des positions américaines à l'égard de l'Irak, de l'Afghanistan, d'Israël ou du Liban. Et les diplomates US en poste à Paris, enthousiastes, le confirment dans les télégrammes qu'ils adressent au département d'État. » Premier signe concret de ce rapprochement : « ... la Maison Blanche a obtenu que, depuis un mois, des (avions) Atlantique 2 fran-

çais survolent le golfe Persique et le détroit d'Ormuz, afin de protéger les navires américains. Cela permet aux avions US de quitter cette zone dangereuse, et de se consacrer au seul Irak. »

Autre rapprochement, non pas avec Bush cette fois-ci mais avec le démocrate Al Gore. Cinq jours avant le sommet du G8 en Allemagne, Al Gore a téléphoné à Nicolas Sarkozy pour s'assurer, comme convenu lors de leur rencontre du mois de décembre, que le locataire de l'Élysée promouvrait son escroquerie du réchauffement climatique. D'après son porte-parole, Nicolas Sarkozy a répondu par l'affirmative, confirmant sa volonté de « reprendre le flambeau du combat que Gore a lancé ».

Notons enfin les progrès affichés par Sarkozy dans la promotion de sa version « simplifiée » du traité européen devant remplacer la

constitution européenne, qu'il tentera d'imposer au cours du prochain sommet européen des 21 et 22 juin. A ce stade, il aurait déjà l'accord de l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et du président de la Commission, Barroso. Le traité simplifié devrait être réduit de 440 articles à 120 maximum, éliminant toutes les autres sections faisant de ce texte une constitution. Ne resterait que 1) l'élection d'un président de la Commission élu pour 30 mois par le Parlement européen, 2) l'extension du vote majoritaire (70 à 80 %) aux domaines tels que justice, immigration et fiscalité, 3) l'établissement des limites de l'Europe, n'incluant pas, par exemple, la Turquie. On s'attend à ce que l'opposition anglaise élimine la création d'un ministère des Affaires étrangères et que l'opposition combinée de la Tchèque et de l'Angleterre élimine également la Charte des droits de l'homme. ●

Le Darfour au cœur des ténèbres

Karel Vereycken
Paris

Villages brûlés, miliciens massacreurs, désolation, bombardements cyniques, génocide, urgence humanitaire. Par l'émotion, la machine médiatique, quand elle déploie son arsenal d'images insupportables, anéantit souvent la réflexion rationnelle. Une enquête sérieuse s'impose donc de toute urgence sur les véritables enjeux du Darfour.

Fraîchement nommé, notre ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, convoque sans tarder tous les experts et ONG au fait de la situation pour élaborer d'urgence une stratégie et une proposition de « corridors humanitaires », que Sarkozy s'engage à présenter lors du G8 comme rapporteur sur la crise africaine.

Officiellement, la stratégie française comprend deux volets, l'un politique, l'autre humanitaire.

D'abord, afin d'aboutir à une solution politique, on fixe l'objectif d'un « Abuja plus » sur le modèle des accords d'Abuja de mai 2006, quand Khartoum, sous pression américaine, avait signé un accord de paix avec certains rebelles du Darfour. Pour y parvenir, on appelle à la création d'un groupe de contact élargi avec l'ensemble des forces concernées, comprenant la Chine, l'Égypte et l'Érythrée. Kouchner appelle le secrétaire général de l'ONU, qui qualifie la proposition française de « sérieuse », et lors de sa visite à Hambourg fin mai pour le sommet de l'ASEM (UE-Asie), il rencontre son homologue chinois Yang Jechi qui « exprime son intérêt » pour la démarche française, perçue comme aux antipodes de la politique de sanctions prônée quelques jours auparavant par Georges Bush. L'Union européenne s'est toujours opposée à cette politique de sanctions qu'elle juge totalement inefficace car trop dépendante de l'ONU, où la Chine, membre du Conseil de sécurité, peut opposer son veto.

Pour faire « face à l'urgence », Kouchner imagine en même temps l'instauration éventuelle de « couloirs humanitaires », opération devant débiter avant la saison des pluies qui rendra les pistes totalement impraticables. On pense rééditer l'opération « Artémis », lorsque, pendant l'été 2003 et à la demande de l'ONU, 1500 soldats européens, essentiellement français, sont intervenus en Ituri, dans l'est de la République démocratique de Congo (RDC), pour mettre fin à un « processus de quasi-génocide ». Trois mois après, les troupes de l'ONU prirent le relais des troupes de l'UE. Pour cette opération, le Quai d'Orsay évoque un dispositif de « 3000 à 12 000 hommes », qu'on peut envoyer tout

de suite dans l'Est du Tchad où des milliers de réfugiés du Darfour survivent dans des camps. Paris n'ira pas seul et compte sur la participation de ses partenaires européens, en particulier l'Allemagne.

Après quelques jours, et avec sa souplesse désormais légendaire, Kouchner a replié sans sourciller son projet de couloirs humanitaires. Officiellement, les raisons ne manquent pas : levée des boucliers de la part des humanitaires qui dénoncent le mélange douteux entre opération militaire et aide humanitaire, mettant en danger l'aide déjà en cours et la vie de ceux qui l'acheminent ; l'armée française n'est pas enthousiaste ; le Soudan et même le Tchad s'y opposent ; enfin, Sir John Holmes, le secrétaire général adjoint aux Affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence des Nations unies, oppose une fin de non-recevoir à l'idée du chef de la diplomatie française.

Et pourtant, Sarkozy y croit. On ne peut raisonnablement durcir la politique anti-immigration sans faire semblant de se battre pour une Afrique viable. Surprise : au G8, Sarkozy se contente d'annoncer la création d'un groupe de contact incluant la Chine qui se réunira à Paris le 25 juin, tout en ajoutant que « si le gouvernement (soudanais) devait s'opposer soit à un règlement humanitaire, soit à un règlement politique, la communauté internationale serait fondée à proposer des sanctions ». Cette position, que Sarkozy affirme être « proche de celle des États-Unis », permet de sauver la face et de gagner du temps.

En réalité, d'autres nouvelles semblent avoir conduit Sarkozy à rebattre ses cartes. Selon le quotidien *Sudan Tribune*, le bras de fer qui oppose de longue date la société britannique *White Nile UK* à Total, le géant pétrolier français, s'est soudainement soldé en faveur des Français. Cet arrangement « surprise » est indéniablement un message conciliant pour Paris dans une période où le pouvoir du président Omar El-Béchir subit des pressions sur le front du Darfour.

Bien que *White Nile UK* ait démarré les premiers forages le 19 avril, c'est Total qui jouera désormais le rôle moteur dans l'exploration et l'exploitation du « Bloc B », une concession pétrolière très prometteuse, de la taille de la Grèce, au sud du Soudan. Une délégation soudanaise de haut niveau s'est rendue récemment à Paris en vue, après actualisation, de valider cet accord. Bien qu'en 1980, Total avait conclu un accord d'une durée de 40 ans pour cette concession, les « rebelles » de la *Sudanese People Liberation Army* (SPLA), dont le noyau dur dirige aujourd'hui la *Sudanese People Army* (SLA), avaient cédé les droits à *White Nile*...

A l'origine, la SPLA avait été armée et dirigée par John Garang, un homme

entraîné à l'école des forces spéciales de Fort Benning, dans l'État de Géorgie aux États-Unis. Appuyé par son ami, le président ougandais Museveni, Garang lança en 1983 la rébellion du Sud-Soudan. Après des années de combat, Garang est nommé vice-président du Soudan en 2005 et meurt quinze jours plus tard dans un accident d'hélicoptère. Depuis 2005, la SPLA dispose de représentants au gouvernement soudanais et forme le cœur du gouvernement de la région semi-autonome du Sud-Soudan. En 2006, la société de sécurité privée DynCorp, les mercenaires d'une de ces fameuses PMC's (Private Military Contractors), connue pour son comportement criminel en Bosnie et en Irak, a été payée par le gouvernement américain pour former les rebelles de la SPLA et en faire une armée régulière.

En réalité, c'est un secret de polichinelle que la SPLA, et ceux que la forment, fournissent des armes à leurs « frères » du Darfour provoquant des ripostes irresponsables d'autres factions du pouvoir. En arabe, le mot Soudan signifie « le pays des Noirs » ; aujourd'hui il est devenu synonyme de « pays de l'or noir ». Si les médias pointent du doigt le soutien inconditionnel accordé au régime de Khartoum par la Chine, dont les besoins en hydrocarbures sont énormes, c'est surtout pour mieux cacher les énormes convoitises occidentales. La récente découverte d'immenses réserves pétrolières encore inexploitées au Darfour a fait passer le nombre de mouvements rebelles de trois... à dix-neuf, avec ou sans soutien extérieur.

Un monde qui refuse d'entreprendre la conversion de son mode énergétique du pétrole vers l'hydrogène, conversion qui n'est possible que grâce aux sciences les plus avancées de l'atome, se condamne à programmer sa propre mort. Pour les tenants de la mondialisation financière, comme le disait Raymond Barre, l'économie n'est que « la science de la gestion des ressources rares », ressources dont, bien entendu, les hommes ne font pas partie. Le génocide du Darfour est ainsi inscrit dans le refus axiomatique de nos élites financières de remettre sur pied un système monétaire international capable de « libérer » l'argent et le crédit pour la création de véritables richesses humaines et physiques.

Faute d'un programme d'ensemble, dans le cadre d'un nouvel ordre économique mondial juste, le Soudan ne sera qu'une bagarre entre « racailles » dans un pays qu'ils croient être un supermarché géant sans vigiles, un self service du pétrole dont la superficie dépasse celle de l'Europe des Douze. Le président Sarkozy sait très bien qu'aucun accord politique ou « corridor humanitaire » ne fera jamais l'affaire. ●

Retour sur la guerre d'Israël contre le Liban

L'effroyable imposture 2 de Thierry Meyssan, Editions Alphonse – Jean-Paul Bertrand 397 pages - 21,90 €.

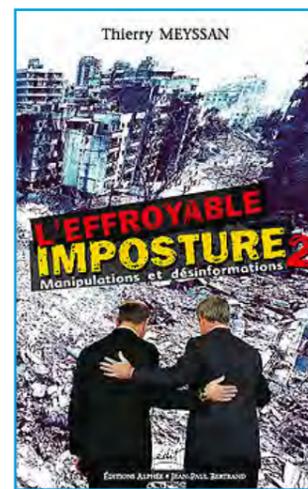
C'est devant une quarantaine de journalistes que Thierry Meyssan, président du Réseau Voltaire, a présenté son dernier ouvrage, *L'effroyable mensonge N°2*, consacré à analyser les causes de la guerre israélienne de 2006 contre le Liban et les raisons de la défaite israélienne. Fait remarquable qui confirme les accusations portées dans cet ouvrage contre la collusion d'un certain nombre de médias occidentaux avec le Royaume Uni, les États-Unis et Israël, sur l'ensemble des journalistes présents, un seul représentait la presse française : *Nouvelle Solidarité* ! Les autres étaient, pour la plupart, des médias du monde arabe.

L'ouvrage démarre en montrant le rôle clé de la propagande pour contrôler les opinions publiques au début de tout conflit. Ainsi, les campagnes médiatiques visant à dépeindre le Hezbollah comme un groupe « terroriste », l'offensive pour interdire leur chaîne de télévision *Al Manar* et la campagne de diabolisation du régime de Téhéran ont fait partie des préparatifs à la guerre orchestrés à partir des ministères de la Défense du Royaume Uni, des États-Unis et d'Israël. Pour ce qui est de l'Iran, Thierry Meyssan dénonce vigoureusement les « provocations » du président Ahmadinejad, notamment la conférence sur l'Holocauste de décembre 2006 à Téhéran, qualifiée par l'auteur « d'insulte odieuse et gratuite » « pour tous les survivants de la barbarie nazie », mais il montre aussi la façon dont la propagande états-unienne saisit chaque occasion pour dresser au président iranien un portrait de « nouvel Hitler ».

LE RÔLE DE LA FRANCE DANS LA GUERRE

Sur la guerre elle-même, l'un des éléments les plus nouveaux de cet ouvrage concerne la façon dont la France serait intervenue tout au long de ce dossier afin d'épargner à son allié libanais un sort identique à celui de l'Irak. L'auteur souligne que cette guerre avait été prévue deux semaines après le début de la guerre d'Irak, en 2003, lorsque le Congrès avait adopté la « Loi sur la restauration de la souveraineté libanaise et sur la responsabilité de la Syrie » qui exigeait de ce pays, accusé de collaborer avec le terrorisme et de vouloir se doter d'armes de destruction massive, de mettre fin à son occupation du Liban.

Profitant des déboires américains en Irak, Jacques Chirac a proposé aux États-Unis la résolution 1559 pour le Liban, qui présentait l'intérêt de ramener les États-Unis dans le giron de l'ONU. ➤ Suite page 4



Michel Aoun en visite à Paris

Christine Bierre
Paris

Pour débloquent la situation et tenter de rétablir la paix, Paris organise à la fin juin une réunion informelle de tous les partis libanais et associations de la société civile.

C'est par un grand meeting au Palais des Congrès, le 2 juin, où il a été ovationné par quelque quatre cents partisans, que le général Michel Aoun a clôturé son premier voyage dans la capitale française depuis son départ au Liban, le 7 mai 2005. Cette visite a levé un peu le voile sur ce que seront les éléments de changement et de continuité de la nouvelle politique française à l'égard de cette région depuis l'élection de Nicolas Sarkozy.

Ce qui avait été annoncé comme une visite privée, prévue de longue date pour présenter à la presse son dernier ouvrage – *Une certaine vision du Liban* –, a été, en fait, l'occasion d'une ouverture avec le nouveau gouvernement. En effet, le 28 mai, le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, acceptait de rencontrer le général à sa demande, rencontre qui fut suivie d'une autre, le 1^{er} juin, selon le porte-parole du Quai d'Orsay.

Coincidence ? On apprendait par la suite qu'un élu du Hezbollah se trouvait également à Paris et avait demandé lui aussi audience à Bernard Kouchner. Selon le porte-parole du Quai d'Orsay, cette rencontre n'a cependant pas pu avoir lieu en raison des problèmes d'agenda. Face à des rumeurs faisant état d'une autre rencontre, prévue la semaine suivante entre le gouvernement et un ministre membre du Hezbollah, le même porte-parole a déclaré qu'il n'avait pas connaissance d'une telle rencontre.

Tout cela fait beaucoup de coïncidences, d'autant plus que, selon

un article d'Elie Masboungi dans *L'Orient-Le Jour*, le grand quotidien libanais en langue française, suite au voyage du général Aoun en France, toute une diplomatie franco-italienne s'active en faveur du Liban. Un diplomate français retraité, qui suit de près le dossier Liban/Syrie, a révélé à *L'Orient-Le Jour*, que « d'incessants contacts se poursuivent entre les diplomates italiennes et françaises et qu'une sorte de « cellule » conjointe a été mise en place depuis quelques semaines pour que cette concertation puisse aboutir à une initiative commune ». Selon ces sources, l'Italie se sent tout aussi concernée que la France par la crise libanaise, du fait qu'elle assure actuellement le commandement de la FINUL dans le pays.

Le but de cette initiative commune serait d'obtenir du gouvernement libanais qu'il accepte un rééquilibrage de forces en son sein en faveur du CPL et du Hezbollah. Selon Elie Masboungi, le gouvernement italien serait « plus enclin à recommander un changement ministériel » dans ce sens, alors qu'à Paris, on préférerait un simple replâtrage du cabinet Siniora, que pourraient réintégrer des représentants du CPL et du Hezbollah. Toujours selon la même source : « Les entretiens que vient d'avoir le général Michel Aoun à Rome et auparavant à Paris semblent avoir provoqué ce regain d'intérêt dans les deux capitales pour une action commune qui forcerait la main aux dirigeants libanais qui refusent encore de dialoguer ». Enfin, Paris annonçait le 8 juin en fin d'après-midi son invitation aux représentants de partis politiques libanais et de la société civile à participer à une rencontre « informelle » fin juin en France pour favoriser la reprise du dialogue au Liban. D'autres évoquent enfin des négociations entre Paris, l'Arabie saoudite et l'Iran pour débloquent la situation.

Sur cette question, il semblerait, comme l'a dit le porte-parole



du Quai d'Orsay, qu'il y ait « une grande continuité dans la politique française (...) Nous sommes ouverts à des contacts avec les différents interlocuteurs. Nous nous situons dans la perspective d'un renforcement de la stabilité du Liban et encore une fois, de la restauration de son indépendance, de son intégrité, de sa souveraineté ».

Là où les changements devraient être notables, par contre, c'est dans l'ouverture des relations entre Paris et le général Aoun, gelées auparavant par Jacques Chirac qui, dans une personnalisation à outrance du pouvoir, avait

limité les contacts de la France à son seul ami personnel, Rafik Hariri. Lors d'une conférence de presse au CAPE, le 29 mai, Michel Aoun a qualifié sa rencontre avec Bernard Kouchner « d'ouverture en elle-même parce que les relations n'étaient pas bonnes avec l'ex-gouvernement ».

« Il faut le dire et personne ne l'ignore », a-t-il dit. Autre changement prédit par le général Aoun, la fin de l'interdit syrien imposé par Jacques Chirac à la diplomatie française. Dans un entretien donné à *TV 5*, Michel Aoun a dit s'attendre à ce que tôt ou tard, Nicolas Sarkozy rétablisse le dialogue avec ce pays clé de la région.

Reste que pour la résistance libanaise, le combat pour s'imposer comme gouvernement légitime du pays est encore long à parcourir et plein d'embûches. ●

«Vous savez, certains parlent de chaos constructif», allusion aux conceptions des néo-conservateurs américains.

Aoun : « Je suis un homme libre et souverain »

C'est un général Aoun détendu qui a répondu aux questions des journalistes au CAPE, le 29 mai dernier, après avoir affirmé fièrement : « Je n'ai rien à vous cacher, je suis un homme indépendant, je suis un homme souverain et un homme libre. Personne ne peut m'asservir, personne ne peut m'empêcher de dire la vérité en temps réel... Je ne suis pas un historien, je suis quelqu'un qui fait l'histoire. »

Venu en France pour présenter son dernier ouvrage, *Une certaine vision du Liban*, la force des choses a fait que beaucoup de questions se sont concentrées sur l'origine du Fatah al-Islam qui sème la terreur dans les camps de réfugiés palestiniens et sur la façon d'y faire face.

Sur ce mouvement, tout en soulignant ses origines « étrangères », le Général a préféré rester prudent : « Le Liban est soumis depuis toujours à un processus de déstabilisation. D'abord, [une déstabilisation] intérieure, à laquelle on a pu remédier. Mais « les moyens intérieurs ne suffisaient

pour le déstabiliser », c'est pourquoi, « il y a eu l'intervention de cette force terroriste étrangère qui est

actuellement au Liban ». Aux questions pressantes des médias pour savoir si le mouvement était contrôlé par la Syrie ou les Etats-Unis et sur le rôle des Hariri dans son financement, le général s'est contenté de répondre : « En tant que responsable, je ne peux pas aller plus loin parce que la polémique est très forte. » « La chose est tellement sérieuse qu'il faut parer à la menace directe, contenir ces terroristes, les envoyer en justice, faire l'enquête nécessaire et ensuite les envoyer aux Nations unies. »

A cet auteur qui le questionnait sur le rôle qu'on pu avoir, dans la récente explosion de violence dans son pays, la visite du vice-président américain Dick Cheney en Arabie saoudite, et la stratégie mise en œuvre avec le prince Bandar, visant à attiser des conflits entre chiïtes et sunnites, Aoun fit cette réponse de Sioux : « Vous savez, certains parlent d'un

chaos constructif », faisant allusion aux conceptions des néo-conservateurs américains. « C'est paradoxal de rassembler ces deux termes, chaos et constructif. Je ne sais pas si nous sommes dans la phase d'application de cette politique, dont le but serait de faire sauter les frontières de ces pays. Est-ce qu'on essaie d'appliquer cette politique là-bas, dans cette région ? Il y a beaucoup de rumeurs qui circulent actuellement... »

Face à la presse, le général a minimisé ses prétendus différends avec le Hezbollah quant à la nécessité d'une solution sécuritaire face au Fatah al-Islam, après avoir épuisé toutes les solutions politiques et juridiques et protégé les civils. Il s'est aussi montré pragmatique quant à l'aide militaire française ou américaine, déclarant que « pendant 15 ans, (l'armée libanaise) n'a pas été équipée comme il faut » et « quand on vous tire dessus, vous avez besoin de tirer ». « La balle arabe est-elle différente de la balle américaine ou française ? Une balle est toujours une balle, un fusil toujours un fusil. » Beaucoup de questions ont porté sur la nature de son alliance avec le Hezbollah, le Général devant répondre aux accusations qu'après avoir combattu la Syrie et son « affidé », le Hezbollah, il serait aujourd'hui devenu leur allié.

Enfin, il n'a pas hésité à dénoncer sans ménagement le « laxisme » et la « négligence » du gouvernement libanais qui a conduit le pays à la situation présente. Le site du Rassemblement pour le Liban, mouvement du Général Aoun, publié par ailleurs une décapante « ode » au Hariristan, signée Tony Ghosn, où on peut lire :

« Hariristan où les terroristes de « Osbet Al Ansar » sont devenus maintenant des anges et même les responsables de la sécurité au camp de Ain El Helwé !

« Hariristan où M. Hariri réclame une seule vérité tandis que beaucoup d'autres vérités restent cachées !

« Par exemple, qui a financé ces terroristes (...)

« Qui a laissé ces terroristes grandir dans les camps ? (...)

« Qui est responsable ? »

Et pour conclure : « Tout peut s'acheter avec l'argent, sauf la justice et le droit ! Rien ne peut être caché pour toujours ! Hariristan, jamais de la vie ! En arabe courant Facharto ! » CB

... Retour sur la guerre d'Israël contre le Liban

Suite de la page 3 >

Que demande cette résolution adoptée en septembre 2004 ? Le retrait de toutes les forces étrangères du Liban, c'est-à-dire de la Syrie, mais aussi d'Israël qui occupe encore les fermes de Chebaa, ainsi que le désarmement de toutes les milices.

Donnant la clé à l'interprétation française de cette résolution, Chirac déclarait bien plus tard que dans cette affaire, France et Etats-Unis avaient eu « une approche commune ». Mais « peut-être nous n'avions pas les mêmes arrière-pensées ». En effet, pour la France, le retrait syrien devait permettre au Liban de tourner cette page et de procéder à sa reconstruction. Pour les Etats-Unis, c'était la pré-condition pour procéder au remodelage des frontières de toute la région : le vieux plan anglais de Bernard Lewis.

Problème, Jacques Chirac, plutôt que de s'appuyer sur le général Aoun qui passa 15 ans en résidence surveillée en France, ou sur le Hezbollah avec qui la diplomatie française a des contacts réguliers, mise tout sur un seul homme, le Premier ministre Rafik Hariri. « Les liens personnels et anciens qui unissent Rafik Hariri et Jacques Chirac sont notoires. (...) Le milliardaire libanais aurait été le plus généreux donateur des campagnes électorales de Jacques Chirac, en 1988, 1995 et 2002. (...) Il se murmure qu'ils gèrent leurs patrimoines ensemble ». Ayant décidé de passer par ce seul personnage, les Anglo-Américains et les Israéliens croient qu'il suffira de le viser pour faire dérailler toute la diplomatie française.

Ainsi, conclut Meyssan, « en voulant sauver le Liban, Jacques Chirac vient involontairement de désigner son meilleur ami aux coups de ses assassins ».

En février 2005 dans son discours sur l'Etat de l'Union, George Bush sonne le hallali contre la Syrie, l'ambassadeur syrien à Washington est sommé de préparer le départ des troupes syriennes du Liban et Elliot Abrams, adjoint du Conseil national de sécurité, est nommé à la tête de cette opération. Le 14 février 2005, Rafik Hariri est tué lors d'un attentat de forte puissance contre sa voiture, et ce fut le départ de la campagne contre la Syrie au Liban, accusée d'avoir commandité l'attentat et le lancement de la révolution du Cèdre, sur le modèle des révolutions « à couleurs » dans les pays de l'Est européen.

Une fois la guerre déclenchée par Israël, prenant comme prétexte « l'enlèvement » de deux soldats israéliens par le Hezbollah, le 12 juillet 2006, après des débuts cafouilleux, Jacques Chirac aurait mené une stratégie en deux temps : laissant à Philippe Douste-Blazy le soin de s'embourber diplomatiquement dans ses interminables paroles d'un côté, et de l'autre, confiant à « Michelle Alliot-Marie, le soin d'assister militairement le Liban sous couvert d'opérations humanitaires. (...) Elle déploie un dispositif sur-dimensionné d'évacuation des ressortissants français, installant une navette maritime entre Beyrouth et Larnaca, Chypre, qui brise le blocus israélien du Liban ». Elle aurait agi en coordination avec

son homologue russe. La France a poussé sa stratégie si loin que le 28 septembre 2006, lorsque, la guerre terminée, Hassan Nasrallah s'est adressé à une foule compacte à Beyrouth, des dizaines d'avions français aurait franchi la Méditerranée pour former un bouclier de protection pour le dirigeant de Hezbollah, cible potentielle des attentats israéliens.

En conclusion, beaucoup d'analyses nouvelles et de faits recueillis aux bonnes sources dans cet ouvrage, mais aussi quelques critiques. Tout un chapitre est consacré à retracer l'origine du sionisme et des chrétiens sionistes jusqu'aux fondateurs des Etats-Unis, les Pilgrim fathers qui ont débarqué à Massachusetts pour fonder les premières colonies en 1620, et là nous ne pouvons que regretter qu'une interprétation de l'histoire limitée à la religion et à la géopolitique aboutisse à une image si déformée de toute l'histoire des Etats-Unis. Etablir un lien entre les chrétiens sionistes d'aujourd'hui et les Pilgrim fathers est aussi abusif que ceux qui prétendraient que parce que les membres du Hezbollah sont animés par la « foi », ce serait des allumés... Car une analyse religieuse doit être complétée par une analyse politique, philosophique et économique permettant d'établir le rôle progressiste joué par les uns et les autres à leur époque et de distinguer ceux qui agissent en faveur du bien commun de ceux qui sont obsédés par la lutte contre le « mal ». Comme l'attestent les écrits des premiers colons américains, de John Winthrop, par exemple, ceux-ci étaient

favorables à la tolérance religieuse, à la lutte pour le bien commun, à l'égalité des hommes face à la loi, au développement de la manufacture, à la lutte contre l'usage financier.

C'est aussi étonnant de voir la Révolution américaine condamnée du même revers de la main, accusée de ne pas s'inspirer de Locke et de Rousseau, comme si ceux-ci étaient la source même d'un humanisme républicain. Comme le montre l'article de Jacques Cheminade « La recherche du bonheur » (<http://solidariteetprogres.online.fr/Dossiers/Histoire/Bonheur.html>), Locke, un héritier du courant empiriste anglais fondé par Thomas Hobbes et David Hume, était un philosophe pour qui l'homme, comme la bête, ne comprend le monde que par les sensations. Cet univers bestial, de la lutte de tous contre tous, est ce qui amène Locke à définir les droits inaliénables de l'homme comme étant un droit à « la vie, la liberté et la propriété ». C'est le principe fondateur du libéralisme britannique, celui d'un animal humain pourvu de droits à posséder, y compris des serfs et des esclaves. Inspirée par Leibniz, la déclaration d'indépendance des Etats-Unis stipule, au contraire, que ces droits inaliénables sont ceux à « la vie, la liberté et la recherche du bonheur », cette notion étant associée à celle d'*agapè*, d'amour de notre espèce et de l'univers, la joie de les connaître mieux. Ce sont ces notions et non les premières qui peuvent inspirer les citoyens à faire le bien, fondement même d'une République digne de ce nom. ●

Iran, Liban

Les provocations de Dick Cheney



Malgré une ouverture diplomatique, le vice-Président américain et sa clique restent obsédés par une attaque militaire contre le territoire iranien.

Jeffrey Steinberg
Washington

Le 12 septembre 1938, dans un discours prononcé lors d'un rassemblement du Parti nazi à Nuremberg, Adolf Hitler tourna en dérision les rumeurs selon lesquelles il se préparait à envahir la Tchécoslovaquie, prétendant n'avoir aucun grief contre le peuple tchèque, mais uniquement contre le régime d'Edouard Benes. Le monde poussa un soupir de soulagement.

Trois jours plus tard, de retour à Londres après avoir rencontré Hitler près de Munich, le Premier ministre britannique Neville Chamberlain annonce « la paix pour notre temps ». Le lendemain, l'armée d'Hitler pénètre dans la région des Sudètes. Le 30 septembre, le gouvernement Benes démissionne et le pays se trouve partagé entre l'Allemagne, la Hongrie et la Pologne.

Entre 1936 et 1939, le Führer alterne provocations et concessions apparentes pour mieux tromper les dirigeants du monde. Ce n'est que le 1^{er} septembre 1939, avec l'invasion de la Pologne, que la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre à l'Allemagne nazie.

Peut-on en tirer une leçon pour l'épreuve de force qui se déroule aujourd'hui dans le golfe Persique ? Le « parti de la guerre » au sein de l'administration Bush, dirigée par le vice-président Dick Cheney, s'inspire-t-il de la tactique utilisée par Hitler entre 1936 et 1939, pour orchestrer une guerre à court terme contre l'Iran ? Considérons la situation à la lumière de quelques événements récents.

néoconservateurs que le vice-Président américain considérait comme lettre morte l'approche diplomatique.

L'initiative de Wurmser a suscité la colère de Mohammed El Baradei, le chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui s'efforce de parvenir à une solution négociée au conflit autour du programme nucléaire iranien. Lors d'une interview le 1^{er} juin sur la BBC - radio, il déclara : « Je me réveille chaque matin et je vois cent Irakiens, des civils innocents, en train de mourir. Je n'ai aucune autre cause que de m'assurer que nous n'entrons pas dans une nouvelle guerre ou que nous ne devenions fous en nous entre-tuant. Il ne faut pas donner de nouveaux arguments aux nouveaux fous qui disent « bombardons l'Iran ». »

Lorsqu'on lui demanda qui était ces « nouveaux fous », il répondit : « Ceux qui ont des points de vue extrêmes et disent que la seule solution est d'imposer sa volonté par la force. » Il fit remarquer qu'on ne peut pas « bombarder la connaissance », plaidant pour que l'on permette à l'Iran de poursuivre un programme modeste d'enrichissement de l'uranium, sous la surveillance de l'AIEA.

Plusieurs diplomates européens interrogés le 1^{er} juin par le *New York Times* se sont dits convaincus que le département d'Etat américain tient à l'approche diplomatique, mais que « le bureau du vice-Président pose problème ».

En fait, depuis la tournée de Dick Cheney en Asie du Sud-Ouest à la mi-mai, le chaos s'est

vagré dans toute la région. Les violences en Irak augmentent et la rumeur court que le vice-Président américain aurait concocté un projet visant à renverser le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki, qui jouit du soutien de Téhéran. Et tandis qu'Israël intensifie les attaques contre les Palestiniens dans la bande de Gaza, au Liban, des combats opposent l'armée régulière à des terroristes de Fatah al-Islam dans deux camps palestiniens. Du fait que depuis deux ans, les Israéliens ont démantelé l'infrastructure de l'OLP – avec la bénédiction de Washington – le Fatah est désormais incapable de contrôler la situation dans les camps de réfugiés au Liban.

En outre, on sait de source américaine et arabe que les cercles proches de Cheney dans l'entourage du Libanais Saad Hariri, ainsi que des financiers saoudiens, à titre personnel, ont déversé de grosses sommes d'argent dans le conflit libanais. Certaines sources libanaises s'étonnent de la quantité d'armes qui afflue dans le pays, ostensiblement pour aider l'armée libanaise à maintenir l'ordre : vu les faibles forces du Fatah al-Islam (300 à 400 membres) et le fait que l'armée n'a pas le droit de pénétrer dans les camps, elles se demandent si ces armes ne seraient pas destinées à des bandes sunnites ou aux milices privées de Saad Hariri. D'après ces mêmes sources, la majorité des membres du Fatah al-Islam ne sont pas palestiniens, mais viennent du Yémen, d'Arabie Saoudite, d'Afrique du Nord et d'autres endroits du monde musulman.

Cheney s'inspire-t-il de la tactique utilisée par Hitler entre 1936 et 1939, pour orchestrer une guerre contre l'Iran ?

Citons enfin l'analyse de Seymour Hersh, un journaliste d'investigations du *New Yorker*, donnée lors d'une interview sur CNN le 22 mai, où il a à nouveau accusé le gouvernement Bush et l'Arabie saoudite d'armer conjointement des groupes fondamentalistes sunnites pour combattre le Hezbollah. En réponse à la question : « Quelle est, d'après vous, la source de financement de groupes comme le Fatah al-Islam dans les camps de réfugiés comme celui de Nahr el-Bared, par exemple ? D'où vient leur argent et où se sont-ils procurés leurs armes ? », Seymour Hersh déclara :

« Les principaux acteurs sont les Saoudiens. Ce dont je parlais était un genre d'accord privé conclu entre la Maison Blanche, c'est-à-dire Richard Cheney et Elliott Abrams, un conseiller clef de la Maison Blanche, avec Bandar. L'idée était d'amener les Saoudiens à soutenir sous couvert certains djihadistes durs, des groupes sunnites, particulièrement au Liban, qui seraient perçus comme des alliés en cas de confrontation avec le Hezbollah (chiite). C'est aussi simple que cela. »

Seymour Hersh a aussi fait remarquer que les accusations contre la Syrie ne tiennent pas parce que Damas est proche du Hezbollah. Pour lui, il s'agit d'un programme clandestin classique, visant à entraver l'essor des chiites (Iran) dans le monde. Et là, encore, Dick Cheney s'y trouve au centre.

Iran : le double jeu américain

A BORD DU USS STENNIS

Le 11 mai 2007, à partir d'un porte-avions croisant dans le golfe Persique, Dick Cheney déclara que les Etats-Unis et leurs alliés feront tout pour empêcher l'Iran à la fois d'entraver le trafic maritime et de « mettre au point des armes nucléaires et dominer la région. (...) Avec nos amis, nous nous opposerons à l'extrémisme et aux menaces stratégiques. »

Le 23 mai, neuf navires de guerres américains, transportant 17 000 marins, Marines et pilotes de l'armée de Mer franchissent le détroit d'Ormuz au large des côtes iraniennes pour entrer dans le Golfe. Deux porte-avions, le *USS Nimitz* et le *USS Stennis*, participent aux manoeuvres. C'est le plus vaste déploiement naval américain de jour dans cette région depuis l'invasion de l'Irak en mars 2003. Selon des déclarations officielles de l'Armée, la décision d'envoyer deux groupes de porte-avions dans le détroit d'Ormuz avait été prise à la dernière minute, afin d'adresser à Téhéran un message dénué d'ambiguïté.

Cette démonstration de force, combinée aux provocations verbales de Dick Cheney (il aurait informé les chefs d'Etat des pays du Conseil de coopération du Golfe que le président Bush était déterminé à attaquer l'Iran s'il ne renonçait pas à son programme nucléaire) a rallumé les craintes d'une nouvelle aventure militaire en Asie du Sud-Ouest.

ET LA DIPLOMATIE ?

Pourtant, le 28 mai, moins d'une semaine après les manoeuvres dans le détroit d'Ormuz, les Etats-Unis et l'Iran ont officiellement tenu leurs premiers entretiens diplomatiques bilatéraux en 27 ans. Bien que la réunion de quatre heures entre l'ambassadeur américain Ryan Crocker et son homologue iranien en Irak, Hassan Kazemi Ghomi, n'ait débouché sur aucun résultat concret, en dehors d'un engagement bilatéral à œuvrer pour la stabilité et la sécurité de l'Irak, le seul fait que les deux hommes se soient entretenus est important en soi. Par la suite, les deux ambassadeurs ont fait des déclarations plutôt positives.

Mais à peine la nouvelle annoncée, des collaborateurs de Dick Cheney, notamment son conseiller David Wurmser, se sont empressés de signifier aux think-tanks et aux journalistes

L'Executive Intelligence Review (magazine fondé par Lyndon LaRouche) apporte une analyse plus pertinente des relations entre Washington et Téhéran.

Muriel Mirak-Weissbach
Wiesbaden

Les entretiens entre l'Iran et les Etats-Unis, qui se sont déroulés le 28 mai à Bagdad – les premiers depuis la révolution islamique de 1979 – ont été salués par Téhéran comme un premier pas positif. Cependant, l'élite iranienne perçoit bien le paradoxe de la situation : d'une main, le gouvernement américain semble tendre un rameau d'olivier, tandis qu'il tient de l'autre un fusil armé. Dans la mesure où le gouvernement iranien est conscient de la nature du problème à Washington – qui se nomme Dick Cheney – et soutient les tentatives de le résoudre en Amérique même, il y a une chance de débloquer la situation.

Témoignant d'une certaine lucidité, Mohammad Javad Larjani, conseiller au siège des droits de l'homme du pouvoir judiciaire iranien, a commenté, à propos de la possibilité d'entretiens bilatéraux : « Si Dick Cheney continue à intimider l'Iran sur une base quotidienne, et si les responsables américains continuent d'allouer, comme ils le reconnaissent, un budget pour [provocuer] un changement de régime et se montrent ouvertement hostiles à l'Iran, toute personne intelligente se demandera à quoi bon s'entretenir. »

M. Larjani faisait allusion aux menaces brandies par le vice-Président américain pendant sa tournée de la région, ainsi qu'aux opérations secrètement menées par la clique néoconservatrice américaine en soutien à des insurgés kurdes, arabes ou azéris sur le territoire iranien et pour aider différents groupes politiques dissidents à monter des provocations.

Lyndon LaRouche a déclaré que si les dirigeants iraniens sont prêts, dans le cadre des discussions sur l'Irak, à exiger que Dick Cheney quitte le pouvoir, « ils auront mon soutien ». Pour l'heure, ils n'ont toujours pas attaqué

nommément le vice-président américain, mais on remarque néanmoins une évaluation plus nuancée de la situation.

LE RÔLE DE L'EIR

En novembre dernier, lorsque j'étais en Iran, les dirigeants avaient tendance à minimiser le danger d'une attaque militaire américaine, qualifiant de « guerre psychologique » les menaces du président Bush ou de son numéro deux. Au cours de cette visite, mon mari et moi-même avons accordé une douzaine d'interviews à la télévision et la radio, dont le message principal était : le danger de guerre est bien réel et il faut en tenir compte, mais il existe aussi des forces aux Etats-Unis qui, en coopération avec le mouvement politique de Lyndon LaRouche, se mobilisent pour empêcher une telle guerre en écartant du pouvoir ses principaux fauteurs, à commencer par le vice-président Cheney.

Depuis, nos publications trouvent une audience de plus en plus large parmi la classe politique iranienne, et j'ai été moi-même interviewée à différentes reprises par les médias du pays. L'émission *Forum*, diffusée le jeudi soir sur la radio officielle *IRIB*, invite régulièrement des représentants de l'EIR, de même que le journal d'informations du vendredi soir. En mai dernier, lorsqu'on nous demanda de commenter la tournée de Dick Cheney en Asie du Sud-Ouest, notre réponse fut sans équivoque : le vice-Président américain cherche à obtenir des pays arabes leur soutien pour une frappe militaire contre l'Iran. En même temps, la presse arabe dévoilait les véritables intentions de Dick Cheney, s'appuyant sur l'analyse que nous avions fournie.

Le 24 mai, au cours d'une table ronde sur *Forum*, j'ai insisté à nouveau sur la priorité que Lyndon LaRouche accorde à la destitution de Cheney. Au cours de l'émission, à laquelle participaient aussi Mark Perry, un analyste de Washington, et Mohammad Razi Karemi, il fut également question du rôle du vice-Président dans les crises en Palestine et au Liban.

Le jour même où les entretiens entre les ambassadeurs américain et iranien se déroulaient à Bagdad, l'Institut des Etudes politiques et internationales (IEPI) du ministère

des Affaires étrangères tenait une importante conférence à Téhéran, consacrée à la sécurité dans le golfe Persique. Cette conférence s'ouvrit par la lecture d'un message du président Ahmadinejad, le principal discours étant prononcé par le ministre des Affaires étrangères Mottaki. Par ailleurs, les organisateurs avaient sélectionné une centaine de discours, dont 45 provenant de non-Iraniens. Parmi les neuf textes écrits par des Américains, figurait mon discours intitulé « L'histoire ne doit pas se répéter », où je citais l'analyse de Lyndon LaRouche selon laquelle il faut situer la « crise iranienne » dans un contexte stratégique plus large, où la Russie et la Chine sont également prises pour cibles.

J'y présentais la dynamique politique interne aux Etats-Unis, montrant comment la perspective d'une mise en accusation de Dick Cheney peut devenir réalité. J'avais inclus aussi un extrait d'une déclaration faite par LaRouche le 30 mars (« La conception stratégique de la Russie et l'Iran »), qui reste tout à fait d'actualité. A propos des inquiétudes que suscite le danger de guerre en Russie, LaRouche notait que le président Poutine semble avoir compris deux points essentiels qui ont peut-être échappé à certaines factions iraniennes. D'abord, « un commandant prudent doit toujours comprendre quel est le véritable ennemi ». En l'occurrence, il s'agit du parti impérial britannique qu'on appelle couramment l'alliance anglo-américaine. Deuxièmement, « un commandant prudent ne doit jamais se laisser bernier par l'ennemi en lui laissant gagner du terrain à l'endroit et au moment choisis par celui-ci à son propre avantage ». Le seul et véritable ennemi de l'Iran réside à Londres et aussi chez les alliés américains de l'ancien vice-président américain Al Gore, téléguidés depuis Londres.

Pour conclure, LaRouche proposait de marginaliser le parti de la guerre en créant une alliance regroupant la Russie, la Chine, l'Inde et une Amérique libérée des néoconservateurs actuellement au pouvoir, en vue d'établir un nouveau système monétaire international et de lancer une perspective de développement économique dans toute l'Eurasie. « Entre-temps, conseillait-il aux Iraniens, évitons toute guerre qui pourrait dévier de cette voie le cours des affaires mondiales ».

... Poutine rejette tout retour à la Guerre froide

Suite de la page 1 ↵

D'autant plus que cette politique est désormais soutenue par un nombre grandissant de pays européens, dont la France et l'Allemagne.

RELANCE DE LA GUERRE FROIDE

L'offensive russe a été lancée le 10 février, par le Président lui-même, dans son discours à la Conférence internationale sur la sécurité de Munich, où il mit en garde contre la réactivation de la Guerre froide. Au cours des dernières semaines, face aux préparatifs de déploiement d'éléments de défense en Europe de l'Est et aux déclarations répétées de responsables polonais, affirmant qu'ils étaient destinés à un éventuel affrontement non seulement avec l'Iran, mais aussi avec la Russie, le ton est monté côté russe.

Le 9 mai, Vladimir Poutine a profité du 62^{ème} anniversaire de la victoire contre le fascisme en Europe pour faire un parallèle avec les nouvelles menaces de dictature. Puis, le 29, lors de ses entretiens avec le Premier ministre portugais Jose Socrates, il a déclaré que « le déploiement d'éléments américains du bouclier anti-missiles » en Europe « transformerait le continent en poudrière ». A *Itar-Tass*, il a confié : « J'ai attiré l'attention du Premier ministre sur certaines inquiétudes suscitées par les actions et les plans de nos collègues occidentaux. Il s'agit de leur refus de ratifier le Traité (adapté) sur les forces armées conventionnelles en Europe (FCE) et des plans américains visant à déployer des éléments de défense anti-missiles en Europe de l'Est ».

Deux jours plus tard, lors d'une conférence de presse avec le président grec Karolos Papoulias, il a accusé Washington d'avoir lancé une nouvelle course aux armements, critiquant l'« impérialisme » dans les affaires internationales. Le même jour, les forces armées ont mené à bien de nouveaux essais de missiles.

Puis, quelques jours avant le sommet du G8, dans un entretien accordé à différents journaux occidentaux, il s'est inquiété de l'abaissement du « seuil nucléaire » suite aux programmes de l'OTAN et des Etats-Unis. En outre, les éléments du bouclier ABM prévus en Pologne et en République tchèque, dit-il, « fonctionneront automatiquement avec toute la capacité nucléaire des Etats-Unis. Ils feront partie intégrante de la capacité nucléaire américaine ». (Voir des extraits de cet entretien ci-contre)

Divers commentaires d'officiers russes, publiés dans les *Izvestia* du 31 mai, reflètent bien leur analyse : ce déploiement fait partie d'une capacité de première frappe américaine destinée à abattre la Russie dans une guerre nucléaire. Un article de Vadim Kozyoulin, professeur à l'Académie des Sciences militaires, intitulé « un conflit avec la Russie ne peut être sans pertes pour l'attaquant », complète le

tableau. Certains considèrent les installations prévues en Europe centrale comme « insignifiantes », écrit-il, mais qu'en sera-t-il si la partie qui en dispose décide de lancer une attaque préemptive contre les bases de missiles de l'adversaire, en vue de les éliminer ? « Dès lors, la contribution du système anti-missiles à la neutralisation des capacités de représailles de l'adversaire augmente considérablement. »

Le commentaire du capitaine Mikhaïl Volzhenski titrait sur un système « déguisé en défense, mais créé pour l'attaque ». Il y présente un scénario de première frappe contre la Russie, à l'aide de missiles de croisière tirés depuis les mers de Barents, de Kara et de Béring. Les systèmes anti-missiles basés en Europe serviraient alors à anéantir les moyens russes de représailles, frappant les missiles dans leur phase de propulsion. Volzhenski énumère les mesures de riposte russe qui seraient prises en cas de détection d'une attaque par missiles de croisière.

D. Litovkine, commentateur militaire des *Izvestia*, précisait de son côté que le missile de courte portée Iskander aurait pour rôle de frapper les installations ABM en Europe de l'Est en cas de confrontation. Des essais de ce système ont bien fonctionné le 29 mai, le même jour que les tirs d'essai du RS-24, le nouveau missile balistique intercontinental à têtes multiples et à pointage individuel. Le ton de ces articles traduit clairement le sérieux avec lequel Moscou considère une nouvelle épreuve de force militaire.

Mikhaïl Volzhenski estime que « nous nous trouvons vraiment devant un changement fondamental de confrontation stratégique entre l'Amérique et la Russie. Il rappelle que cette dernière, malgré la catastrophe des années 90, « reste le seul pays au monde capable de détruire les Etats-Unis, et ce en une demie-heure ». Il suffirait qu'un dixième du potentiel nucléaire russe parvienne à quitter la base et à frapper des villes américaines pour provoquer « une apocalypse à l'échelle planétaire ».

Toutefois, parallèlement aux mises en garde solennelles contre une épreuve de force globale, les dirigeants russes cherchent un répondeur « rooseveltien » aux Etats-Unis, en dehors du gouvernement actuel, avec lequel engager une bonne coopération mutuelle. D'où les récentes références de Vladimir Poutine à Franklin Roosevelt. C'est ainsi que le gouvernement et l'Académie russe des Sciences proposent une coopération internationale sur de grands projets d'infrastructure, comme le tunnel sous le détroit de Béring. En outre, du 8 au 10 juin, le Forum économique international de Saint-Petersbourg réunira quelque 6000 participants pour discuter principalement du problème d'approvisionnement énergétique. La vedette devrait être l'énergie nucléaire, que les Russes entendent rendre accessible à tous et partout grâce aux centrales nucléaires flottantes dont la Russie est le pionnier.



Au sommet du G8 : Angela Merkel accueille George Bush et Vladimir Poutine. Le lendemain de cette rencontre stérile, le Président russe s'est démarqué en appelant à la création d'une « nouvelle architecture des relations économiques internationales ».

Poutine explique sa politique militaire dans la presse du G-8

Dans un entretien avec de grands journaux des nations du G-8, publié le 4 juin, le Président russe n'y est pas allé par quatre chemins pour décrire l'attitude de Moscou vis-à-vis des provocations de l'Ouest. C'était sans doute en anticipation de la proposition surprise qu'il allait faire aux chefs d'Etat et de gouvernement des sept autres pays. Les principaux thèmes qu'il a abordés dans le *Times*, *Kommersant* ou le *Corriere della Sera*, entre autres, tournaient autour du déploiement américain d'un bouclier antimissiles : « Il est évident que si une partie du potentiel nucléaire stratégique des Etats-Unis se situe en Europe et nous menace, nous y répondrons. La présence de ce système antimissiles d'un côté et son absence de l'autre augmentent la possibilité de déclencher un conflit. » Quant au danger posé par une attaque iranienne, sa réponse est directe : « L'Iran ne possède pas de missiles de cette portée. » Les Etats-Unis veulent installer un système de défense « pour se protéger de quelque chose qui n'existe pas. N'est-ce pas drôle ? Ca le serait si ce n'était pas si triste ». Le vrai motif, pour lui, est de provoquer des représailles russes afin d'« éviter tout rapprochement ultérieur entre la Russie et l'Europe ».

Poutine a profité de l'occasion pour en appeler à « nos amis américains pour qu'ils repensent leur décision. (...) Nous ne pouvons pas être tenus pour responsables des étapes réciproques car ce n'est pas nous qui déclenchons la course aux armements en Europe. (...) Nous devons établir des systèmes capables de pénétrer les systèmes antimissiles américains. (...) Quel genre de moyens seront utilisés pour atteindre les cibles que nos militaires perçoivent comme des menaces potentielles -- missiles balistiques, missiles de croisière, ou tout autre nouveau système d'armement ? »

Poutine a précisé que la Russie a « rapatrié tout notre armement lourd au-delà de l'Oural et nous avons réduit nos forces militaires de 300 000 hommes. Et qu'avons-nous en retour ? Nous voyons que l'Europe de l'Est se remplit

de nouveaux équipements militaires, avec deux positions en Bulgarie et en Roumanie, le déploiement d'un radar en République tchèque et d'intercepteurs en Pologne. Que se passe-t-il ? Tout simplement le désarmement unilatéral de la Russie. »

Dans son interview avec le rédacteur du *Times*, Bronwen Maddox, Poutine a déclaré : « Je ne suis pas le Président de la Fédération russe pour amener notre pays au bord de la catastrophe, bien au contraire. » Poutine a déconseillé l'adhésion ukrainienne à l'OTAN, rappelant la plaisanterie sur l'ancien dirigeant de l'Allemagne de l'Est, Erich Honecker : on savait quel téléphone sur son bureau était en liaison directe avec Moscou, c'était celui avec juste un écouteur. « L'OTAN fonctionne de cette façon, à la seule différence que le téléphone est maintenant connecté à Washington. »

Quant à la proposition d'exclure du G-8 la Russie sous prétexte « démocratique », Poutine la rejette d'office. « Ne soyons pas hypocrites vis-à-vis des droits de l'homme et des libertés démocratiques. Regardons ce qui se passe en Amérique du Nord ; c'est horrible -- la torture, les sans-abris, Guantanamo, la détention sans procédure judiciaire normale. Et en Europe, nous voyons les manifestations durement réprimées, l'utilisation de gaz pour les disperser ».

Bouclier anti-missiles : Poutine précise sa proposition

Lors de sa conférence de presse, à l'issue du sommet du G8, le Président russe est revenu sur son offre d'utiliser le radar russe installé à Gabala, en Azerbaïdjan, dans le cadre d'un bouclier antimissile commun américano-russe. La nécessité pour les Etats-Unis d'installer des éléments de défense en Pologne et en République tchèque pour contrer une possible « menace iranienne » le laisse plus que sceptique. « L'Iran dispose de missiles ayant une portée de 1400 km, fit-il remarquer, mais pour atteindre la partie sud de l'Europe, la portée devrait être de 4500 ou 5000 km. » En outre, l'Iran n'envisage même pas de mettre au point de tels missiles.

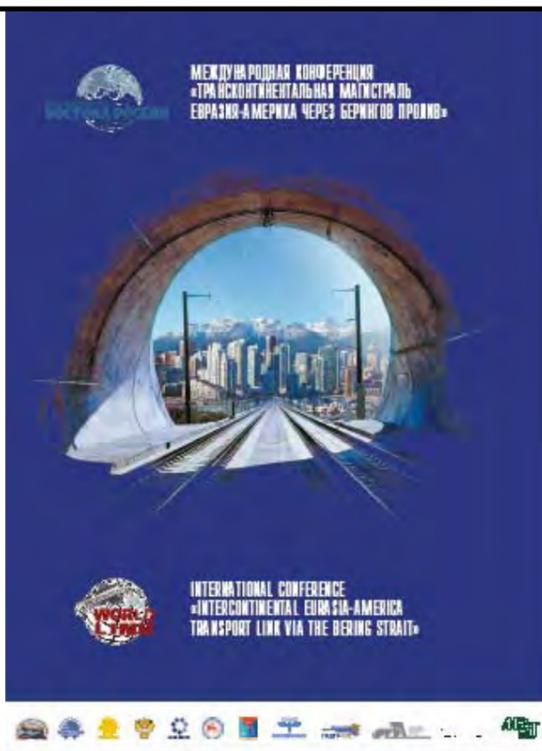
Même dans son état actuel, l'installation de Gabala « couvre entièrement la région qui suscite des soupçons chez nos collègues américains ». Dans ce cas, « nos collègues n'auront plus besoin de déployer leurs systèmes de frappe dans l'espace, ce qui représente une menace réelle pour la sécurité internationale. Ils n'auront pas non plus besoin de construire un nouveau radar en République tchèque ni d'installer des missiles en Pologne. » Si des intercepteurs s'avèrent nécessaires, il vaudrait mieux les installer plus au sud, notamment dans des pays associés à l'OTAN, et non en Pologne. Il suffirait aussi d'installer les missiles antimissiles sur des plateformes mobiles à bord de bâtiments de guerre.

Le projet de tunnel sous le détroit de Béring à l'honneur

Le magazine russe *Forum International* a publié le 6 juin un numéro spécial consacré au projet de liaison entre l'Eurasie et l'Amérique via un tunnel sous le détroit de Béring. Il comporte notamment, en russe et en anglais, les actes d'une conférence internationale sur « Les mégaprojets de l'Est russe » qui s'est tenue à Moscou le 24 avril, organisée par l'Académie des Sciences. Parue à la veille du sommet du G8 en Allemagne, cette édition spéciale s'ouvre sur l'appel des participants aux chefs d'Etat, leur demandant de mettre au programme le projet de tunnel sous le détroit de Béring et d'en financer les études de faisabilité.

Dans l'incapacité d'y assister personnellement, Lyndon LaRouche avait envoyé un discours à cette conférence intitulé « La carte politique du monde change : Mendeleïev aurait été d'accord », qui figure parmi les actes. Il salue le potentiel de ce type de grand projet conjoint pour contrer l'impulsion vers de nouvelles guerres mondiales. Plusieurs pages sont consacrées au projet de tunnel lui-même. « Les grands projets multilatéraux d'infrastructure sont la seule alternative à l'affrontement, notamment militaire, entre nations et peuples », y écrit l'académicien russe Alexander Granberg, président du Conseil pour l'étude des forces productives.

Ce numéro spécial publie aussi un discours prononcé en 2001 par la présidente internationale de l'Institut Schiller, Helga Zepp-LaRouche, devant une commission de la Douma, dans lequel elle présentait les liens entre crises économiques et guerre. Elle expliquait comment la mise en œuvre du plan Lautenbach pour l'emploi productif, proposé au début des années 30, aurait permis d'éviter la montée au pouvoir des nazis, traçant un parallèle avec la situation actuelle et la nécessité de réaliser le Pont terrestre eurasiatique.



Echec du sommet du G-8

Une farce qui ne fait plus rire !

Les huit grandes économies du monde ont raté l'occasion de prendre des mesures contre les fonds spéculatifs et pour le développement des pays pauvres.

Rainer Apel
Wiesbaden

Le sommet du G-8 qui s'est déroulé du 6 au 8 juin à Heiligendamm, en Allemagne, sur la mer Baltique, aurait pu être une bonne occasion pour les pays industrialisés de discuter de deux initiatives majeures pour faire face à la crise financière mondiale actuelle. D'une part, le projet de tunnel sous le détroit de Béring reliant l'extrême orient russe à l'Alaska, proposé par la Russie, et d'autre part, la régulation des fonds spéculatifs, prônée notamment par des membres du Parlement européen. Bien que nous n'ayons pas encore eu connaissance des délibérations privées sur ces deux fronts, on peut supposer que ces deux occasions ont été manquées. Niant la réalité de l'effondrement économique, les participants n'ont rien fait pour y parer.

Le gouvernement allemand, qui détient la présidence de l'UE, semblait décidé à imposer plus de transparence pour les *hedge funds*, mais l'opposition, notamment de la City de Londres, l'a emporté. Certes, la régulation ne permettrait pas de sauver le système en faillite, car il faudrait plutôt interdire complètement les *hedge funds*, mais l'impulsion à les brider est positive. Selon diverses sources, notamment un article paru dans le *Juneau Express* d'Alaska et un membre exécutif du Groupe du Rail et du Tunnel sous le détroit de Béring, la partie russe devait mettre ce projet sur l'agenda, mais il n'est pas encore confirmé qu'elle l'ait effectivement fait.

Le format de ce sommet économique est mis en cause depuis longtemps, surtout dans des pays en voie de développement comme la

Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud qui font valoir, à juste titre, que ce Club de quelques pays industrialisés n'a nulle autorité pour prendre des décisions portant sur l'ensemble de l'économie mondiale. Citons à cet effet un article paru peu avant l'ouverture du sommet dans *The Hindu*, sous le titre « Oublions le G8 ». Les pays émergents, écrit ce grand quotidien indien, feraient mieux de tenir leur propre sommet, au lieu que leurs Présidents fassent antichambre à Heiligendamm, comme des domestiques, en attendant qu'on les convoque.

L'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt, qui avait initié ce genre de sommet économique en 1975 avec Valéry Giscard d'Estaing, a durement critiqué ce qu'il est devenu – un spectacle politique. Dans l'hebdomadaire *Die Zeit* du 6 juin, il déplorait l'absence de la Chine et de l'Inde, ainsi que des pays pétroliers, sans parler du tiers monde. Il s'étonne aussi que les dirigeants refusent de reconnaître « le danger posé par les marchés financiers mondialisés pour l'ensemble de l'économie mondiale ». Il trouve particulièrement inquiétante la « surabondance de liquidités », car on peut « déplacer toute cette masse d'argent dans tous les sens » et provoquer une récession. « Afin d'échapper à la fatalité d'un tel événement, les grandes puissances économiques doivent réguler la croissance sauvage des marchés financiers. Ils doivent isoler les îles qui échappent à l'impôt et aux autorités de contrôle. Il serait possible, en vertu de lois américaines, allemandes ou anglaises, d'assécher des paradis fiscaux. (...) Ceci a échoué parce que les Etats-Unis et l'Angleterre estiment que leurs profits à court terme sont plus importants que le danger d'un effondrement systémique. »

En fait, la décision de la chancelière Merkel de faire du réchauffement planétaire un thème central du sommet a rendu service aux spéculateurs qui ont apprécié de changer de sujet. Pourtant, avant le gala d'Heiligendamm, les syndicats allemands avaient fermement soutenu

la demande de régulation de Berlin, et à Bruxelles, une réunion avait eu lieu le 4 juin, avec des membres du Parlement européen, pour discuter de mesures contre les OPS hostiles lancées par des fonds d'investissement privés.

L'AFRIQUE LAISSÉE POUR COMPTE

Seule bonne nouvelle en provenance du sommet, la déclaration de Heiligendamm sur le climat est tellement molle que la plupart des experts « verts » la considèrent comme « insignifiante ». Même le secrétaire d'Etat à l'Environnement du gouvernement Merkel, Michael Müller, a fait remarquer qu'elle n'ajoute rien aux décisions déjà prises en 1992, lors du sommet de la Terre.

En outre, on cherchera en vain dans la déclaration du sommet sur l'Afrique les objectifs que les 60 milliards de dollars d'aides étaient censés couvrir. D'une part, on a simplement renouvelé l'engagement à fournir des aides qui auraient dû être mises à disposition il y a sept ans, en 2000, dans le cadre des « objectifs du nouveau millénaire ». D'autre part, une bonne partie de l'enveloppe promise ira non pas à l'Afrique, mais à l'Europe de l'Est, pour la lutte contre le sida. Il est donc hypocrite de présenter cette somme comme une aide au Continent noir.

En outre, le G8 a décidé que l'Afrique doit s'ouvrir davantage au libre-échange, ce qui revient à dire qu'elle doit créer les conditions dans lesquelles il sera encore plus facile d'exporter (c'est-à-dire de piller) les matières premières.

Du point de vue de la politique allemande, le sommet du G8 a donc été un grand échec. D'autant plus que Mme Merkel a rejeté le renforcement de la coopération économique avec la Russie, poursuivi par son prédécesseur, Gerhard Schröder. L'offre russe faite l'année dernière au

dialogue de Saint-Pétersbourg pour une intensification de la coopération énergétique avec l'Union européenne n'a pas été abordée. En outre, l'industrie nucléaire russe avait fait des propositions fort intéressantes, mais avec Mme Merkel, elles sont tombées dans l'oreille d'une sourde. Par contre, l'industrie allemande semble plutôt rejeter la rhétorique néoconservatrice en faveur d'une coopération plus étroite avec la Russie.

LA SOUVERAINÉTÉ DE POUTINE

Malgré tous ces problèmes, le Président russe a tenu la vedette au sommet du G8. Il a en effet surpris le président Bush en proposant que les deux pays utilisent conjointement un centre de radar russe basé en Azerbaïdjan, comme alternative à l'installation en Pologne et en République tchèque d'éléments du bouclier antimissile américain (voir articles page 6). Après tout, ce centre en Azerbaïdjan, beaucoup plus proche du golfe Persique, serait en mesure d'intercepter tout missile iranien éventuellement lancé contre l'Europe. En outre, dit-il, les Etats-Unis économiseraient beaucoup d'argent en utilisant une installation déjà existante, quitte à la moderniser.

Le gouvernement azéri étant tout à fait d'accord pour ce projet, cela coupe un peu l'herbe sous le pied des néoconservateurs américains autour de Dick Cheney, très attachés à cette provocation grossière contre Moscou.

En tout cas, le président Bush peut y réfléchir jusqu'au début juillet, date de la visite de Vladimir Poutine aux Etats-Unis. Vu la configuration actuelle des forces, il semble peu probable que Washington renonce à sa stratégie vis-à-vis de l'Europe centrale, en dépit des avantages tout à fait tangibles qu'il en tirerait, mais cela dépendra du rapport des forces aux Etats-Unis mêmes, où notre mouvement est très actif. ●



Conférence de presse avec la sénatrice Lidia Menapace (à g.) Liliana Gorini (de Movisol) et Lyndon LaRouche.

Suite de la page 1 ↵

Notre pays, qui est habitué à l'« ingouvernabilité » plus que tout autre en Europe, comme l'a fait remarquer LaRouche à différentes reprises, recherche en même temps une perspective prometteuse, et la trouve dans les propositions de LaRouche, notamment dans sa vision d'un *New Deal* à l'échelle mondiale, reflétée récemment dans le projet de tunnel sous le détroit de Béring.

DÉFENSE ET ÉCONOMIE

La visite de LaRouche avait commencé le 5 juin par une audition officielle à la commission de la Défense du Sénat italien. Ses propos ont été annoncés et présentés dans le *Journal du Sénat* comme « une enquête sur l'état actuel et les perspectives de l'industrie de la défense et de la coopération en matière d'armement : audition du professeur Lyndon LaRouche ». La session fut ouverte par le président de la commission, le sénateur De Gregorio, et après la présentation de l'économiste

américain, les dix membres présents ont posé des questions, notamment sur « l'usage double de l'économie » (civil et militaire). Ceci fournit à LaRouche l'occasion de passer en revue les relations entre économie nationale, science et art de la guerre depuis le Conseil de Florence et la Renaissance jusqu'à la mobilisation militaire lancée aux Etats-Unis par Abraham Lincoln durant la guerre de Sécession, et celle lancée par Franklin Roosevelt pendant la Deuxième Guerre mondiale.

LaRouche montra le gouffre qui sépare la mobilisation de l'économie américaine lancée par Franklin Roosevelt en vue de vaincre le nazisme, et la prétendue « révolution en matière militaire » (RMA), basée sur quelques technologies de haute précision réservées aux chefs militaires. Cette RMA s'accompagne, aux Etats-Unis, de la privatisation des forces armées, poursuivie notamment par le vice-président Dick Cheney. Aujourd'hui, déclara LaRouche, les forces autour de Cheney tentent de « revenir à la tradition archaïque des Guerres du Péloponnèse », comme en témoi-

gnent la guerre sans fin en Irak et celle qui se profile contre l'Iran.

A la fin de sa présentation, qui dura une heure, des sénateurs de gauche comme de droite sont intervenus pour remercier M. LaRouche. Gianni Nieddu, de la coalition au pouvoir, a estimé qu'« aucun pays ne devrait abandonner sa souveraineté en matière militaire », tout en regrettant qu'en Europe, on constate une tendance à sacrifier la défense nationale au processus européen.

La sénatrice Silvana Pisa interrogea LaRouche sur les objections exprimées par Vladimir Poutine face à l'installation du système américain de défense antimissiles en Europe de l'Est. Sa collègue Lidia Menapace déclara pour sa part : « J'ai écouté fort attentivement. Sans vouloir offenser personne, on ne s'attend habituellement pas à entendre une telle profondeur culturelle chez un homme politique américain, c'est pourquoi je le considère comme un Européen. »

Le général Luigi Ramponi, sénateur du groupe Alliance nationale, expliqua qu'il suivait depuis longtemps les analyses de LaRouche dans l'hebdomadaire *Executive Intelligence Review* : « Ce que vous avez dit sur le krach financier s'est révélé tout à fait prophétique. D'autre part, je suis fasciné par vos programmes pour le développement de l'infrastructure, notamment le projet pour le détroit de Béring, clef d'une paix véritable ».

Le lendemain midi, dans la salle de presse du Sénat, LaRouche retrouva Mme Lidia Menapace pour une confé-

... Le projet de LaRouche au centre du débat

rence de presse conjointe. En guise d'introduction, celle-ci se déclara particulièrement frappée par le lien que fait LaRouche entre technologie militaire et développement de l'infrastructure – « tout le contraire de ce que l'on dit généralement » – et par ses explications sur l'utilisation pacifique du nucléaire, « car je ne puis accepter que la gauche italienne écarte d'emblée l'énergie nucléaire. (...) Comme LaRouche, je reste persuadée que la science et la créativité de l'homme peuvent résoudre tous nos problèmes ; la science nucléaire, quant à elle, va bien au-delà de la question des armes nucléaires. »

Au cours de sa présentation, LaRouche avait noté que la destruction de Hiroshima et Nagasaki par l'arme atomique était un acte inutile et gratuit du point de vue militaire. La sénatrice Menapace (80 ans), membre de la Résistance italienne pendant la

Deuxième Guerre mondiale, raconta que « lorsque j'avais 21 ans, l'un de mes premiers articles portait précisément sur la question du bombardement inutile de Hiroshima et Nagasaki. (...) Déjà à cette époque, nous étions sur la même longueur d'onde, M. LaRouche ! » Ce dernier rappela son amitié avec Max Corvo, qui avait dirigé, pendant la guerre, les opérations en Italie des OSS, services de renseignement américains, et qui conduisit les négociations avec l'empereur japonais au sujet de sa reddition.

Le dialogue entre Lyndon LaRouche et Lidia Menapace s'est conclu sur un échange concernant la qualité déplorable de l'éducation scientifique actuelle. L'Américain insista sur l'importance pour les jeunes de 18-25 ans de revivre directement dans leur propre tête les découvertes scientifiques, en dehors du contexte stérilisant de l'université. ●

Abonnez-vous ! Depuis 1974, NOUVELLE SOLIDARITÉ, bimensuel sans publicité diffusé exclusivement par vente militante et sur abonnement, offre un outil d'analyse et de proposition au public francophone décidé à s'associer à un mouvement politique et philosophique international de résistance agissant sur plusieurs continents. En France, NOUVELLE SOLIDARITÉ est publié par Solidarité et Progrès, parti politique constitué sous forme d'association selon la loi de 1901, qui combat les diklats de l'oligarchie financière et vise à remettre l'économie au service de la création humaine.

PAR PRÉLÈVEMENTS MENSUELS
Abonnement de soutien : 15 €/mois - Abonnement simple : 5 €/mois (Veuillez nous contacter)

PAR RÈGLEMENT IMMÉDIAT
Parrainage : 250 € - Soutien : 100 € - 1 an : 64 € (Hors UE : 91 €) - 6 mois : 35 € (Hors UE : 48 €)
(Chèque à l'ordre de Solidarité et Progrès)

NOUVELLE SOLIDARITÉ EN LIGNE
1 an tous pays : 40 € (Consultez notre site www.solidariteetprogres.org)

Solidarité et progrès, 12 rue Fernand Pelloutier
92110 Clichy-la-Garenne - tél. 01 76 60 14 50 Postmaster@solidariteetprogres.org

Affaire Plame

Libby condamné, Cheney c'est pour quand ?

L'enquête du procureur Fitzgerald a permis de lever le voile sur le modus operandi de l'exécutif Cheney-Bush qui se considère au-dessus de la loi et se croit tout permis.

Edward Spannaus
Washington

Dick Cheney devrait être inquiet, très inquiet même. Le 5 juin, son ancien chef de cabinet, Lewis Libby, a été condamné à deux ans et demi de prison pour parjure et entrave à la justice dans le cadre de l'enquête sur la divulgation de l'identité d'une agente secrète de la CIA, Valerie Plame Wilson. Mais il est clair que Lewis Libby a commis ces crimes afin de protéger son supérieur, le numéro deux de la Maison Blanche.

Il doit maintenant décider s'il va coopérer avec le procureur spécial Patrick Fitzgerald afin d'obtenir une réduction de peine, et les pressions sur lui sont intenses. C'est une des raisons pour lesquelles les cercles néoconservateurs auxquels il appartient se sont empressés de demander la grâce présidentielle – avant qu'il ne se mette à table.

La condamnation prononcée par le juge Reginald Walton est considérablement plus lourde que les 15 à 21 mois recommandés par un bureau indépendant de juristes (Probation

Office). Les avocats de Lewis Libby, de leur côté, avaient requis sa mise en liberté surveillée, sans emprisonnement. Mais en rendant la sentence, le juge Walton a souligné l'extrême gravité de tels délits de la part d'un haut responsable du gouvernement, tout en indiquant qu'il n'ignorait pas que le condamné avait agi de concert avec le vice-Président.

Rappelons que toute cette affaire fait partie des mensonges systématiques utilisés par le gouvernement Bush-Cheney pour justifier la guerre d'Irak. L'un des mensonges « favoris » de Dick Cheney consistait à affirmer que Saddam Hussein avait tenté de se procurer de l'uranium au Niger. Il se trouve que le mari de Valerie Plame Wilson, l'ancien ambassadeur Joseph Wilson, avait été envoyé au Niger en février 2002 pour enquêter sur le bien-fondé de cette rumeur. Il en conclut qu'elle était dénuée de tout fondement. Puisque le vice-Président persistait néanmoins à la présenter comme un fait irréfutable, Joseph Wilson finit par dévoiler ses conclusions à la presse en juillet 2003. Pour se venger, le bureau de Cheney orchestra la divulgation des véritables activités de son épouse, puis mentit de façon éhontée pour nier toute responsabilité dans cette affaire.

UNE PEINE EXEMPLAIRE

Pour revenir au procès, dans un mémorandum soumis à la Cour, justifiant les 30 à 37

mois de prison requis, le procureur Fitzgerald a réfuté les arguments mis en avant par les avocats de Lewis Libby. Ceux-ci faisaient valoir que, dans le cadre de ce procès, l'ancien chef de cabinet du vice-Président n'était pas accusé d'avoir divulgué l'identité de Mme Plame Wilson, mais seulement d'avoir fait obstruction au déroulement de l'enquête de Patrick Fitzgerald (au moyen de mensonges grossiers, pourrait-on préciser). Par conséquent, selon eux, il était victime d'une chasse aux sorcières politique et devrait être gracié.

D'autre part, ils prétendent que, comme la fonction de Valerie Plame n'était pas vraiment clandestine, elle n'était pas protégée par la loi interdisant de dévoiler l'identité d'un quelconque agent secret d'un service de renseignement. Le procureur a donc fourni des éléments auparavant confidentiels montrant qu'en juillet 2003, elle était officier secret chargé de détecter et de contrer la prolifération d'armes de destruction massive et qu'elle avait voyagé à l'étranger à de nombreuses reprises sous une fausse identité. La divulgation de son identité a bel et bien mis en danger non seulement sa sécurité personnelle, mais celle de tout son réseau à l'étranger.

Plus de 150 amis et collègues de Lewis Libby ont écrit au juge Walton pour lui demander la clémence, vu la longue carrière de l'intéressé au service du gouvernement.

Le juge répliqua qu'on est en droit d'exiger encore plus de probité de ceux qui occupent des postes de haute responsabilité, notamment quand il s'agit de protéger des secrets relatifs à la sécurité nationale. Et à plus forte raison lorsqu'on est « conseiller à la sécurité nationale du vice-Président des Etats-Unis ».

Lewis Libby avait juré à plusieurs reprises qu'il ne se rappelait plus qui l'avait informé de l'emploi de la femme de Joseph Wilson, tant il avait d'autres préoccupations à l'époque. Mais le juge Walton a rappelé qu'il y avait des articles sur l'ambassadeur Wilson dans ses dossiers personnels et qu'il avait eu une conversation avec Dick Cheney précisément à ce sujet.

D'où la décision de le condamner à 30 mois de prison ferme, suivis de deux ans de liberté surveillée, et à une amende de 250 000 dollars. A la demande des avocats de la défense, le juge a fixé une audition au 14 juin pour décider si Libby pourrait rester en liberté jusqu'à l'issue de la procédure en appel, mais il est peu probable qu'il l'accepte.

Suite à la sentence, Joseph Wilson a déclaré que lui et sa femme espèrent que « Libby va coopérer avec le procureur spécial Fitzgerald dans ses efforts pour arriver à la vérité. Comme l'a reconnu M. Fitzgerald, les nuages s'amoncellent au-dessus du vice-Président. Chaque officiel de ce gouvernement doit être tenu pour responsable de ses actions. »

Destitution de Cheney

Mettre le feu aux fesses des congressistes !

Contrairement à la majorité des dirigeants démocrates qui mettent leur carrière politique avant l'intérêt national, la population américaine réclame de plus en plus bruyamment des actions audacieuses contre le vice-président Dick Cheney.

Lyndon LaRouche n'a cessé de répéter que la mise à l'écart de Dick Cheney est une priorité pour son mouvement politique, notamment pour des raisons éminemment stratégiques. Son mouvement de jeunes, le LYM, prend très au sérieux le défi, amenant le débat sur la place publique où les prétendus dirigeants sont sommés de se prononcer. « 2009, c'est trop tard », répliquent-ils à ceux qui préconisent d'attendre l'élection présidentielle de novembre 2008 pour chasser Bush et Cheney du pouvoir par les urnes. La position des candidats présidentiels sur cette question est le point qui illustre le plus clairement leur aptitude à diriger le pays.

A un rassemblement avec Barack Obama le 1^{er} juin à Seattle, ce dernier refusa de répondre aux appels lancés par le public, à l'instigation du LYM, en faveur de la destitution de Bush et Cheney. Il précisa par la suite à un jeune militant qu'il n'avait nullement l'intention de soutenir une procédure de ce type et qu'il compte sur le processus électoral. Réponse limpide, mais comme toute bonne girouette, il peut encore être amené à changer de position s'il sent le vent tourner...

Le même jour, à l'autre bout des Etats-Unis, des militants du LYM participant à la Convention du Parti démocrate du New Hampshire ont défendu une résolution appelant à l'impeachment de Dick Cheney (une autre visant George Bush avait déjà été adoptée l'année dernière). Là, ils ont attrapé un autre candidat présidentiel, le sénateur Joseph Biden, qui a fini par déclarer : « Mais c'est moi qui avais mis l'impeachment sur le tapis le premier ! » A la même convention, selon le *Manchester Leader Union*, le candidat présidentiel le plus applaudi fut incontestablement Dennis Kucinich lorsqu'il appela à la destitution de Cheney.

De jour en jour, les militants du LYM constatent que la population est bien plus mobilisée que la classe politique sur la question de Cheney. Le député Jim McDermott en a fait l'expé-

rience le 30 mai à Seattle, lors d'un meeting. Dès l'ouverture du débat, un militant du LYM lui demanda de préciser sa position sur l'impeachment. Alors qu'il se prononçait contre, le mécontentement était palpable et, du coup, beaucoup d'autres participants ont soulevé la même question. A chaque excuse invoquée par le député démocrate, les intervenants ripostaient : pourquoi pas ? Tandis qu'il se lamentait – « nous n'avons pas assez de voix pour le faire adopter et ils savent que nous ne les avons pas » – la réaction fut sans appel : « S'ils le pensent, c'est parce que vous êtes en train de le dire ! »

De même, à un autre meeting local à Détroit, le 29 mai, tout le débat tournait autour de la destitution. La conseillère municipale JoAnn Watson déclara d'emblée : « Nous devons destituer Cheney comme si notre vie en dépendait – et c'est vraiment le cas ». Il y a quelques semaines, Mme Watson s'était jointe à la présidente du Conseil Monica Conyers (la femme du député), pour déposer une résolution appelant à des procédures d'impeachment à l'encontre du président Bush et du vice-président Cheney. Le texte fut adopté par le Conseil municipal de la ville le 16 mai. Par ailleurs, John Conyers a fait savoir le 29 mai qu'il soutenait un effort national en faveur de la destitution de Bush et Cheney, sans toutefois s'engager activement en ce sens.

La mobilisation de la base se reflète d'ailleurs dans les statistiques. Au niveau du Congrès, où le député démocrate Dennis Kucinich a déposé une résolution en faveur de la mise en accusation de Dick Cheney, jusqu'à présent seuls six de ses collègues ont eu le courage, de la co-parrainer. En revanche, pour ce qui est des Etats, des résolutions ont été déposées dans onze parlements, tandis que les partis démocrates de 15 Etats ont adopté des textes en ce sens, ainsi que 86 municipalités.

Pour augmenter la pression, le LYM a commencé à diffuser un *Briefing Book*, intitulé *Impeach Cheney*, pour mettre le feu aux fesses des élus fédéraux. Ce dossier comprend les textes des résolutions déjà adoptées par des conventions d'Etat du Parti démocrate et celles déposées dans les différents parlements d'Etat. Il contient aussi le texte de la résolution de Kucinich, la déclaration de Lyndon LaRouche intitulée « Démocrates, réveillez-vous » et quelques articles de l'*EIR*. CS

Al Gore défend Cheney

Tous ceux qui croient encore que l'ancien vice-président Al Gore serait une alternative viable à Dick Cheney feraient bien de considérer ses propres déclarations en la matière. Interviewé le 30 mai sur le *Public Broadcasting System*, Gore a évoqué les différences qu'il voit entre le président Bush et son vice-président à propos du rôle de Saddam Hussein dans les attentats du 11 septembre. Le journaliste, Gwenn Ifill, en a profité pour lui poser une question sur l'impeachment : « Vous avez été vice-président du gouvernement de Bill Clinton. Vous avez observé comment le Congrès républicain a ouvert sa mise en accusation (*). Pensez-vous que le Congrès à majorité démocrate devrait s'efforcer de mettre en accusation George W. Bush ? » La réponse de Gore : « Je n'ai pas plaidé pour cela ». Et pourquoi pas ? demanda Ifill. « A seulement un an et demi de l'expiration de son mandat, et sans consensus dans la nation en faveur d'une telle proposition, toute analyse réaliste de cette option politique nous amène à mettre en cause une telle allocation du temps et des ressources. » Ifill : « Vous ne pensez pas que le temps serait bien utilisé ? » Et Gore : « Non, je ne le pense pas. Je ne pense pas que cela aurait des chances de réussir. »

Quelques jours plus tard, le PDG de Generation Management est revenu à la charge lors d'une interview à *Bloomberg Television*. Constatant l'absence du « moindre appétit parmi le peuple américain » pour une procédure de destitution, il estima qu'elle serait inutile. De toute évidence, il ne fréquente pas le même public que le LYM, qui ne supporte plus les mensonges et l'arrogance de son vice-Président ni la stupidité de son Président.

(* Pour l'affaire Lewinsky, une affaire purement personnelle, rappelons-le. Précisons qu'il n'y avait aucun consensus national à l'époque, bien au contraire. La mesure était soutenue par les républicains au Congrès et quelques démocrates opportunistes ou traîtres. Al Gore lui-même n'a jamais défendu la politique de Clinton.

Al Gore :
Surpris à New York

Le combat mené par Al Gore contre le « réchauffement climatique » a toujours eu de forts relents de croisade médiévale. La superstition se substitue en effet à la science. Il était donc approprié qu'en débarquant à New York le 23 mai pour une interview télévisée, il soit accueilli par un groupe de « pénitents », les « Al Gore Chanters », psalmodiant, en parfaites quintes, les vertus de la politique génocidaire défendue par l'ancien vice-Président, tout en se flagellant dans un exemplaire de sa pseudo-Bible, *Earth in the Balance (Urgence planète Terre)*. Sur une table, le groupe proposait aux passants des « bouche-c... » et des « récupérateurs de pets » destinés à réduire les émissions nocives pour l'environnement.

A l'intérieur, un membre du LYM (LaRouche Youth Movement) réussit à se faufiler aux premiers rangs (les places les plus chères). Le journaliste Charlie Rose aborda le thème de l'élection présidentielle de 2000, où Gore était candidat démocrate (pour le plus grand préjudice du Parti). « C'est vous qui avez gagné la Floride », dit-il. Comme Gore faisait semblant de ne pas s'intéresser à la question, Rose se tourna vers le public et demanda : « Est-ce que je devrais lui poser une question sur la Floride ? »

Se levant alors, le jeune militant larouchiste clama d'une voix sonore : « Vous devriez lui poser



Al Gore accueilli à New York par des pénitents : les « Al Gore Chanters ».

une question sur sa politique de génocide pour l'Afrique. Demandez-lui pourquoi il s'est battu pour empêcher l'Afrique du Sud de développer des traitements génériques pour les malades du sida. Il pense que l'Afrique, la Chine, l'Inde n'ont pas le droit de se développer. Dick Cheney et lui sont d'accord sur cette politique de génocide. »

Un silence absolu se fit dans le public tandis que le journaliste tentait de calmer l'impertinent en promettant que « nous en viendrons à l'Afrique plus tard », mais le service d'ordre était déjà là pour évacuer le trouble-fête.

Pour les autres interventions de Gore à New York, le LYM lui avait encore préparé quelques surprises. On comprend pourquoi ce gourou de l'écologie, devenu PDG de fonds spéculatif, s'efforce de faire trier sur le volet les participants à ses conférences (somptueusement rémunérées).